



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/482  
12 octobre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

---

Cinquantième session  
Point 45 de l'ordre du jour

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE : PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT  
D'UNE PAIX FERME ET DURABLE ET PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA  
STRUCTURATION D'UNE RÉGION DE PAIX, DE LIBERTÉ, DE DÉMOCRATIE  
ET DE DÉVELOPPEMENT

### Note du Secrétaire général

1. Le document ci-joint contient le troisième rapport du Directeur de la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA) et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala. Comme dans ses deux rapports antérieurs (A/49/856 et Corr.1 et A/49/929), le Directeur expose le travail accompli à ce jour et les problèmes et progrès enregistrés par la Mission sur le terrain dans l'exécution de son mandat.
2. Ce rapport couvre la période allant du 21 mai au 21 août; s'il reste structuré comme les deux rapports précédents, on y expose de façon plus détaillée les premières mesures prises aux fins des projets de renforcement des institutions. Comme de coutume, je transmettrai une copie du rapport au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en lui demandant de porter celui-ci à l'attention des membres de la Commission des droits de l'homme.
3. Je tiens à exprimer ma reconnaissance au Gouvernement guatémaltèque et à l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG), qui ont continué d'apporter à la Mission l'appui et la coopération faute desquels elle ne pourrait s'acquitter de sa tâche. Je tiens également à adresser mes vifs remerciements au Groupe des amis du processus de paix au Guatemala (Colombie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Mexique, Norvège et Venezuela) pour le soutien inestimable et indéfectible apporté à la Mission, ainsi qu'aux Gouvernements argentin, brésilien, canadien, colombien, espagnol, italien et suédois, qui ont mis à sa disposition les services de leur personnel de police, et aux Gouvernements brésilien, espagnol, suédois, uruguayen et vénézuélien, qui lui ont offert les services de leurs officiers militaires.

ANNEXE

Troisième rapport du Directeur de la Mission des Nations Unies  
pour la vérification des droits de l'homme et du respect  
des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif  
aux droits de l'homme au Guatemala

I. INTRODUCTION

1. Depuis sa création par l'Assemblée générale comme suite à la résolution 48/267, en date du 19 septembre 1994, la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme au Guatemala s'acquitte de son mandat, qui consiste à vérifier que le Gouvernement guatémaltèque et la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) appliquent l'Accord général relatif aux droits de l'homme, signé par les deux parties le 29 mars 1994 (A/48/928-S/1994/448, annexe I).

2. Le présent rapport couvre la période allant du 21 mai au 21 août 1995. La Mission a reçu de nouvelles plaintes faisant état de violations des droits de l'homme et, conformément à son mandat, a étendu son activité en matière de renforcement des institutions. Durant cette période, outre la contribution de 1 million de dollars annoncée par la Norvège, les États-Unis d'Amérique, le Danemark et la Suède ont respectivement versé au Fonds d'affectation spéciale 500 000 dollars, 200 000 dollars et 10 millions de couronnes.

3. Conformément aux dispositions de l'Accord général, les réunions bilatérales des deux parties se sont poursuivies. Le Directeur a continué de rencontrer régulièrement le Président de la République et, au Mexique, le commandement général de l'URNG. Par ailleurs, la Mission entretient toujours des relations étroites avec son homologue gouvernemental, la Commission présidentielle des droits de l'homme [Comisión Presidencial de los Derechos Humanos (COPREDEH)] et a des contacts réguliers avec les ministères et organismes d'État chargés de défendre les droits de l'homme.

4. Dans l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones, signé le 31 mars 1995 (A/49/882-S/1995/256, annexe), le Gouvernement guatémaltèque et l'URNG sont convenus de demander à la MINUGUA de vérifier l'application des aspects de l'Accord ayant trait aux droits de l'homme et devant être mis en application immédiatement. Le Directeur a donc, à la demande du Secrétaire général, procédé à une évaluation des ressources nécessaires aux fins de cette vérification.

5. À la suite du deuxième rapport du Directeur, qu'il avait transmis à l'Assemblée générale sous couvert d'une note en date du 29 juin (A/49/929), le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée un nouveau rapport (A/49/955) accompagné de l'évaluation mentionnée plus haut et recommandé d'autoriser le renouvellement du mandat de la MINUGUA pour une période de six mois, jusqu'au 18 mars 1996, et d'affecter à celle-ci des ressources supplémentaires pour qu'elle puisse exécuter utilement ce nouveau mandat.

/...

## II. CONTEXTE DANS LEQUEL LA MISSION EXERCE SES ACTIVITÉS

6. La période couverte par le présent rapport s'est caractérisée par : l'intensification de l'activité politique, préluant aux élections attendues en novembre prochain; la décision de l'URNG de décréter le cessez-le-feu pendant les deux semaines précédant les élections; la persistance du climat de violence et d'insécurité; l'annonce par le Président de la République de la démobilisation prochaine des commissaires militaires; la multiplication des exhumations de corps enterrés clandestinement; la polémique engagée au sujet de la pratique des écoutes téléphoniques; la poursuite des négociations de paix entre le Gouvernement et l'URNG et l'engagement pris à Contadora (Panama) par divers partis politiques de respecter les accords qui seraient conclus.

7. Le deuxième rapport de la Mission a été favorablement accueilli par les médias et les différents secteurs de la société guatémaltèque, qui l'ont jugé objectif, juste et impartial.

8. S'agissant du calendrier politique national, le rapport soulignait l'avancement du processus électoral, qui devrait parvenir à son terme le 12 novembre prochain avec l'élection du président et du vice-président de la République, des membres du Congrès et du Parlement centraméricain et des conseillers municipaux. À supposer qu'aucun candidat à la présidence n'obtienne la majorité absolue, un deuxième tour se tiendrait le 7 janvier 1996 pour départager les deux candidats les mieux placés.

9. Par rapport aux élections précédentes, il ressort des partis et candidats inscrits que le scrutin bénéficiera de la participation de secteurs qui, dans l'histoire récente du pays, étaient restés en marge du jeu électoral. On retiendra la création du Frente Democrático Nueva Guatemala (FDNG) ainsi que de nombreux comités civiques électoraux, qui constituent des mécanismes officiels de participation au niveau municipal. L'URNG a exhorté les citoyens à voter et a annoncé un cessez-le-feu entre le 1er et le 13 novembre. Toujours pour encourager la participation électorale, le Président de León a rencontré des représentants des partis politiques. Il est toutefois inévitable que le processus électoral soit affecté par la situation d'affrontement armé.

10. Pour ce qui concerne l'enregistrement des candidats, ouvert jusqu'au 13 septembre, on retiendra la controverse entourant les candidatures de Carlos López Girón, accusé d'avoir assassiné Jorge Carpio (par. 64), et de Juan José Rodil Peralta, ex-Président de la Cour suprême de justice et objet d'un mandat d'arrêt pour divers délits.

11. Le pays reste plongé dans un climat de violence généralisée et d'insécurité, marqué par un grand nombre d'enlèvements et de meurtres, ainsi que par la prolifération et l'emploi d'armes à feu. On compte même parmi les victimes des femmes et des enfants, dont le fils d'un diplomate mexicain. Les sociétés privées de sécurité et les groupes d'autodéfense ne cessent de se multiplier, tout comme les vigiles de quartier, qui, selon diverses sources, seraient plus de 1 200 au niveau national.

12. Le 30 juin, le Président de la République a annoncé sa décision de démobiliser à partir du 15 septembre près de 25 000 commissaires militaires.

/...

La Mission a souligné qu'il importait que cette mesure soit effectivement appliquée. Dans ses rapports précédents, elle a évoqué maintes fois ces commissaires militaires et dénoncé leur participation à des actes de violence, de harcèlement et d'intimidation à l'égard de la population civile, dires corroborés par les défenseurs des droits de l'homme, dont l'experte indépendante désignée par l'ONU, Mónica Pinto.

13. Le Congrès a adopté deux importantes lois tendant à améliorer la situation en matière de droits de l'homme : le décret 17-73, qui fait de la torture une infraction au regard du Code pénal, et le décret 60-95, portant adoption de la loi relative à l'atténuation des risques pour les habitants des zones affectées par l'affrontement armé au moyen du déminage et du désamorçage des mines et autres engins explosifs.

14. L'opinion publique s'est aussi intéressée aux exhumations auxquelles il a été procédé dans les sépultures clandestines de Las Dos Erres (Petén) et de Cuarto Pueblo (Quiché) pour faire la lumière sur le massacre de centaines d'habitants de ces localités en 1982. Sur ce point, le Ministre de la défense a déclaré publiquement que le nombre de cadavres enfouis dans les charniers guatémaltèques pourrait être supérieur à 40 000.

15. Le scandale qui a éclaté au Congrès à la suite de la mise sur écoute de fonctionnaires gouvernementaux a provoqué un débat public sur les écoutes téléphoniques, qui sont interdites par la Constitution. Le Vice-Président de la République a déclaré à la presse qu'il ne fallait pas y voir une infraction et le Ministre de la défense a affirmé que l'armée était habilitée à mettre une ligne téléphonique sur table d'écoute chaque fois qu'elle le considérait nécessaire.

16. Le 21 juin, les pays et organismes qui versent des fonds au Guatemala se sont retrouvés à Paris, sous l'égide de la Banque mondiale. Les participants ont appuyé l'activité de la MINUGUA et ont assujéti le soutien apporté au Guatemala au progrès des négociations et à l'application des recommandations de la Mission.

17. Enfin, les principaux partis politiques ont appuyé publiquement le processus de négociation et, lors d'une conférence organisée le 22 août par le Parlement centraméricain, souscrit à l'engagement d'appuyer les accords qui seraient conclus, accords dont l'importance primait sur toutes autres considérations, indépendamment du gouvernement signataire.

### III. VÉRIFICATION DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES AUTRES ENGAGEMENTS PRIS AUX TERMES DE L'ACCORD GÉNÉRAL

18. Dans le cadre de son activité, la Mission s'assure en particulier du respect des droits de l'homme, jugés prioritaires par les parties, et des engagements pris dans le cadre de l'Accord général. Cet élément de son mandat, qui concerne des aspects particulièrement importants de la situation du pays, permet d'étudier plus en profondeur le pourquoi des violations des droits de l'homme.

19. Sur les plans juridique et politique, c'est le Gouvernement qui répond au premier chef de la situation au regard des droits de l'homme et de la plus grande partie des obligations résultant de l'Accord général. Cela étant, ainsi qu'il est dit dans le deuxième rapport (par. 18), la Mission estime que, outre l'État, l'URNG s'est aussi engagée en vertu de l'Accord général à respecter les droits de l'homme, engagement qui correspond à la tendance constatée chez divers organismes non officiels à intervenir dans le domaine des droits de l'homme de manière à défendre et faire respecter plus largement ces droits.

20. On a illustré plusieurs chapitres du rapport de cas d'espèce, mais les conclusions qui suivent se fondent sur l'ensemble de la vérification. Pour reprendre ce qui a déjà été dit dans de précédents rapports, ces conclusions ne sont pas tirées seulement de données statistiques, mais prennent en compte des problèmes révélés par les situations les plus graves, la réponse des institutions officielles et les suites données par les parties aux recommandations de la Mission.

Engagement I. Engagement général concernant les droits  
de l'homme

21. En ce qui concerne cet engagement, la Mission examine à la fois le respect des droits considérés comme prioritaires et l'attention que les parties accordent à ses recommandations. Sur ce dernier point, s'agissant notamment de la lutte contre l'impunité, le Gouvernement n'a apparemment pris aucune initiative pour donner effet à ces recommandations si ce n'est qu'il a créé une commission de liaison, coordonnée par la Commission présidentielle des droits de l'homme (COPREDEH), qui est chargée d'élaborer un plan de suivi des recommandations.

22. L'URNG n'a pas davantage donné suite aux recommandations formulées dans le précédent rapport et son commandement a d'ailleurs contesté le sérieux de ce rapport lors de ses rencontres avec la Mission.

23. Le Gouvernement et l'URNG ont néanmoins continué à coopérer avec la Mission. Il convient de noter qu'au cours de la période considérée, le Gouvernement a tout fait pour permettre à la Mission de travailler dans ses propres bureaux centraux.

24. Le Directeur de la Mission a indiqué au Président de la République qu'il était préoccupé par la prise en otage, le 28 juin, de cinq fonctionnaires internationaux, dont trois fonctionnaires de l'ONU, dans le cadre d'une série d'actes illégaux visant à empêcher le retour de réfugiés à San Antonio Tzejá (Ixcán) (voir par. 152 plus loin). Il s'agissait d'une grave violation de l'engagement pris de coopérer avec la Mission et en particulier de l'obligation du Gouvernement guatémaltèque de garantir la sécurité des membres de la Mission (engagement X, par. 22, de l'Accord général). Si elle salue les mesures prises par le Gouvernement en vue de la réinstallation des personnes revenues à leur lieu d'origine, la Mission déplore que les autorités ne fassent pas preuve de plus d'esprit d'initiative et d'efficacité face aux différents actes illégaux et à leurs auteurs et que les bureaux de l'ONU ne soient pas du tout informés des faits.

Examen de la vérification du respect des droits jugés  
prioritaires dans l'Accord général

25. Du 21 mai au 21 août 1995, la Mission a reçu 2 156 plaintes, dont 424 ont été jugées recevables, ce qui représente, par rapport au rapport précédent, une augmentation de 34 % du nombre de plaintes reçues et de 26 % du nombre de plaintes recevables.

26. Sur les 1 282 affaires qui ont fait l'objet d'une vérification depuis l'entrée en fonctions de la Mission, 511, soit 39,8 %, ont été classées<sup>1</sup>. On a pu établir que des droits de l'homme avaient été violés dans 46 % des cas. La Mission procède actuellement à la vérification d'un peu plus de 50 % des plaintes déclarées recevables et rassemble les informations nécessaires pour pouvoir se prononcer. Les difficultés dans l'établissement des faits et l'identification des responsables sont des caractéristiques de l'impunité.

1. Droit à la vie

27. Au cours de la période considérée, 156 plaintes concernant des violations du droit à la vie ont été déclarées recevables : 49 décès imputables à la violation des garanties juridiques et exécutions extrajudiciaires, 18 tentatives d'exécution extrajudiciaire et 89 menaces de mort. La Mission note une fois encore avec une profonde préoccupation que la plupart des plaintes qu'elle a jugées recevables, soit 36,8 %, concernent des violations présumées du droit à la vie, le pourcentage de cas où la victime a perdu la vie ne cessant d'augmenter. Elle note également avec préoccupation que, dans l'immense majorité des affaires qu'elle a présentées dans les rapports précédents, les enquêtes menées par les organes nationaux n'ont pas permis d'identifier et de châtier les coupables.

28. Lorsqu'il s'agit d'une personne connue, un assassinat brutal prend une valeur d'exemple et les personnes et les groupes qui ont des liens avec elle se sentent menacés; il y a également des cas extrêmes d'abus d'autorité contre des délinquants présumés ou des citoyens ordinaires : dans des affaires policières ou personnelles qui pourraient être réglées par des moyens légitimes, l'impunité par contagion et la faiblesse patente des institutions chargées de réprimer le délit encouragent à recourir tout simplement au meurtre.

29. Bien souvent, lorsque des agents de l'État ou leurs proches sont en cause, on ne délivre pas de citation ou de mandat d'arrêt malgré les témoignages qui identifient les auteurs, des versions inexactes des faits font dévier l'enquête, des enquêtes internes extrêmement sommaires disculpent les responsables en dehors du domaine judiciaire, les mandats d'arrêt ne sont pas exécutés, les coupables prennent la fuite ou évitent de se faire arrêter par d'autres moyens et des menaces et des mesures de harcèlement sont dirigées contre les représentants des institutions chargées de l'enquête ou des poursuites, les témoins et les proches ainsi que les organismes s'occupant des droits de l'homme qui essaient de faire avancer l'enquête.

30. Il convient de noter que des membres de la police du fisc et, de même que pendant les périodes précédentes, des éléments associés à l'armée ou placés sous son contrôle sont impliqués dans plusieurs des affaires examinées pendant la

/...

période considérée. On constate également l'intervention d'associations illégales formées en vue de commettre des délits ou ayant pour objectif la lutte contre la délinquance par des moyens criminels, et l'existence même dans l'impunité de ces organisations constitue une menace permanente au droit à la vie.

31. Ceci est illustré par la déclaration du Directeur du Service de médecine légale de l'Organisme judiciaire, selon lequel la morgue reçoit en moyenne 10 à 12 cadavres par jour portant des traces de balles tirées à bout portant, en général à la tête et ayant apparemment eu les mains liées.

32. Au cours de la période considérée, les menaces de mort signalées visaient principalement des personnes ayant des liens avec des organismes s'occupant des droits de l'homme ainsi que des notables, des cadres politiques et des magistrats. Les auteurs présumés de ces menaces sont notamment des organisations clandestines qui, tout en prétendant lutter contre la délinquance ou l'impunité, font obstacle aux enquêtes concernant les violations des droits de l'homme, poussent les magistrats à se désister dans les affaires les plus éclatantes et menacent les proches ainsi que d'éventuelles nouvelles victimes.

a) Exécutions extrajudiciaires ou décès imputables à la violation des garanties juridiques

Affaire No 1

33. Le 24 juin, on a trouvé le corps de Manuel Saquic Vásquez, pasteur protestant et Coordonnateur du Comité des droits de l'homme de l'Église presbytérienne Kakchiquel de Chimaltenango, criblé de 33 coups de couteau, égorgé, et portant des marques de torture. Le juge de paix et la police ont assisté à la levée du corps, qui a été enterré comme inconnu alors que sa disparition avait été signalée. On a constaté que la négligence des organes de l'État chargés de l'enquête avait retardé l'exhumation.

34. Selon l'enquête officielle, le coupable serait un ancien commissaire militaire également présumé coupable du meurtre de Pascual Serech, fondateur du Comité des droits de l'homme de Panajabal et membre de la même église. À la lenteur de l'enquête, il faut ajouter que le mandat d'arrêt n'a jamais été exécuté alors que l'inculpé a souvent été vu à Chimaltenango. Selon des témoins, il aurait réuni ses partisans pour annoncer que la mort de Saquic serait suivie de l'assassinat d'autres membres de la même église. Les fonctionnaires judiciaires et le ministère public ont dit qu'ils étaient surveillés par l'inculpé et ses deux fils, qui appartenaient à l'armée, et menacés par eux. La Mission a également vérifié des menaces dirigées contre des proches et des collaborateurs de Saquic. Le Directeur de la Mission a considéré que cet assassinat était une violation très grave des droits de l'homme puisqu'il ne s'agissait pas d'un délit de droit commun, mais d'un crime perpétré pour intimider les entités et les personnes qui travaillent pour la défense des droits de l'homme.

Affaire No 2

35. Le 13 avril, sur la route de Tecum Umán à Ocos (San Marcos), on a découvert le cadavre de Nery López. La veille, alors qu'il prenait une consommation dans un établissement situé en face du poste de péage du pont Meléndez, il a eu une altercation avec le chef de ce poste, qui l'a ensuite emmené au bureau local de la police du fisc. L'enquête interne a montré que le chef avait arrêté López et l'avait emmené au poste de péage, qui est le dernier endroit où il a été vu en vie. Néanmoins, à la date du présent rapport, il n'y a pas eu d'inculpation et l'intéressé a été nommé chef de département de la police du fisc à San Marcos.

Affaire No 3

36. Le 20 avril, à San José (Escuintla), deux individus ont tué par balle Marvin Martínez Corado. Plusieurs témoins donnent la même description et le même numéro d'immatriculation de leur véhicule, disant qu'il s'agit d'employés de la base de parachutisme locale. Le chef adjoint a confirmé que ce véhicule appartenait à un employé de la base, qui était passé par le lieu du crime peu avant l'assassinat. L'enquête interne a innocenté les employés en cinq jours. Depuis la fin mai, le Procureur a en main la déclaration des témoins qui ont identifié le véhicule, mais il n'a pas interrogé le propriétaire. Le témoin le plus important a été harcelé et surveillé à partir du véhicule utilisé dans le crime. Une tentative similaire d'exécution arbitraire dans le même secteur et le fait que les employés de la base considèrent comme délinquants les membres de la famille de la victime donnent à penser que le motif pourrait être la lutte illégale contre la délinquance.

b) Menaces de mort

Affaire No 1

37. Julio Arango Escobar, procureur de l'"affaire Bámaca" (voir par. 61 plus loin) a reçu à plusieurs reprises des menaces par téléphone. Le 22 juin, un inconnu a tiré sur le bâtiment où est installé le ministère public, brisant la fenêtre à l'étage du dessous. Quelques semaines plus tard, le procureur s'est désisté, invoquant des raisons personnelles.

Affaire No 2

38. Le 28 juin, Miguel Godínez Domingo, membre du Comité d'union des paysans d'El Chorro (Huehuetenango), a été attaqué à coups de machette par deux membres du Comité de volontaires de la défense civile de Xemal, qui cherchaient à le tuer. Ayant échoué, ils l'ont menacé de mort et accusé d'être guérillero.

2. Droit à l'intégrité et à la sécurité de la personne

39. Pendant la période considérée, 87 plaintes, soit 20,5 % du nombre total de plaintes jugées recevables, concernaient des violations de ce droit. Une fois encore, plusieurs concernent des cas de torture, qui constitue la forme la plus grave de violation de ce droit. Il y a eu plusieurs cas de torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés par la police nationale au cours de l'enquête ou de la répression alors qu'il s'agissait de faits qui

/...



seraient des délits de droit commun mais qui ont été aggravés dans des rapports de police en vue de protéger les policiers. Le droit à la sécurité de la personne a été violé par des agents de l'État formulant des menaces pour diverses raisons, notamment pour extorsion.

a) Torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants

Affaire No 1

40. Le 13 juillet, Juan Colindres et Antonio Rivera ont été arrêtés par la police nationale de Pueblo Nuevo (Escuintla), accusés de tentative de vol. Ils affirment que la police a utilisé les coups, des chocs électriques et le capuchon pour les faire avouer. Ils ont été emmenés au centre pénitentiaire Canadá, où la MINUGUA a pu constater des marques de mauvais traitements une semaine plus tard. Le chef de la police nationale du lieu a nié les faits, précisant que les blessés n'étaient pas admis au centre pénitentiaire, mais il a été contredit par le directeur du centre, qui a reconnu que les victimes étaient arrivées avec des blessures. L'enquête de la Commission disciplinaire de la police nationale a identifié les agents présumés coupables.

Affaire No 2

41. Le 4 juillet, Daniel Sky Callahan, citoyen des États-Unis, invité par la Commission des droits de l'homme du Guatemala, a été frappé, dans la capitale, Plaza Central, par trois soldats alors qu'il filmait une manifestation de paysans. Il a été surveillé jusqu'à la nuit du 7 juillet où, dans le secteur 1 de la capitale, des inconnus l'ont fait entrer dans un véhicule où ils l'ont gardé pendant une heure, le menaçant de représailles s'il restait dans le pays. Avant de le libérer, ils l'ont frappé, en particulier aux organes génitaux. Le médecin a également signalé un certain nombre de coups portés à l'abdomen, la région lombaire et le cou, par des individus chaussés de bottes. La victime a quitté le pays et a dû subir une intervention chirurgicale.

Affaire No 3

42. Le 18 juillet, Juan Súchite Pérez a été arrêté par des agents de la police nationale de Gualán (Zacapa) qui, avec un civil, l'ont frappé violemment. Il a dit que l'on avait voulu abuser de lui sexuellement au commissariat de police et que ses proches qui voulaient l'aider ont été menacés avec des armes à feu. La police a attribué les traces observées sur son cou à une tentative de suicide, ce qui paraît improbable étant donné la configuration du lieu de détention. À ce jour, l'enquête judiciaire n'a abouti à aucun mandat d'arrêt.

Affaire No 4

43. Le 10 juillet, à Santa Elena (Petén), trois agents de la police nationale et deux civils sont entrés, sans mandat d'un juge, dans la maison d'Edgar Reina et l'ont accusé de vol. Selon les témoins, Edgar Reina a été frappé par ses capteurs pendant qu'il était transféré au commissariat de Santa Elena. Le certificat médical demandé par le juge n'a pas été remis parce que "la mise en liberté a eu lieu le lendemain de l'arrestation". La police s'est justifiée en

disant que l'intéressé avait frappé les agents et tenté de s'enfuir et qu'il "était tombé, ce qui expliquait les blessures".

b) Autres atteintes au droit à l'intégrité et à la sécurité de la personne

Affaire No 1

44. Le 15 mai, à San Cristóbal (Totonicapán), des membres de la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA) qui revenaient en car d'une manifestation ont été arrêtés par des agents de la police nationale qui les ont obligés à descendre en braquant leur arme sur eux, les accusant d'être guérilleros et les menaçant de détention. Après les avoir détenus pendant 45 minutes, ils ont exigé de l'argent, en échange de quoi ils ne les arrêteraient pas et ne réquisitionneraient pas les véhicules. La Mission a été informée d'affaires similaires dans lesquelles les accusations concernent des policiers de la sous-station de la police nationale à Cuatro Caminos (Totonicapán).

Affaire No 2

45. Le 31 mai, à Poptún (Petén), des fonctionnaires de la Direction générale des forêts et de la police du fisc ont procédé à une opération de contrôle du trafic illégal du bois. Le conducteur d'un camion chargé de bois s'est présenté comme un agent de la police du fisc et il a dégainé son arme pour empêcher une inspection du camion. Quand les fonctionnaires ont signalé le fait à l'inspecteur de la police du fisc, celui-ci les a menacés de les arrêter s'ils continuaient ces opérations.

46. La Mission a reçu de nouvelles plaintes concernant des menaces formulées par des éléments associés à l'armée contre des personnalités juridiques et personnes considérées comme des éléments dangereux ou ne faisant pas partie des Comités de volontaires de la défense civile.

47. La Mission a également reçu de nouvelles plaintes concernant des menaces dirigées contre des propriétaires agricoles par des éléments de l'URNG cherchant à obtenir le paiement d'un "impôt de guerre" (voir plus loin par. 145 et suiv.).

3. Droit à la liberté individuelle

48. On a relevé 43 plaintes pour violation de ce droit, ce qui représente 10,1 % du nombre total de plaintes reçues. On constate de nouveau un nombre élevé de détentions arbitraires, censées pour la plupart participer de la lutte contre la criminalité et souvent accompagnées de violences inutiles ou démesurées. Ces détentions sont décidées par des agents de la Police nationale sans qu'il y ait eu mandat d'arrêt ni flagrant délit. Les rapports sont souvent falsifiés pour laisser croire à un flagrant délit ou couvrir des irrégularités. On a constaté récemment que des commissaires militaires, des membres des Comités de volontaires de la défense civile et des maires auxiliaires recouraient à la détention, alors que la loi ne les y autorisait.

a) Détentions arbitraires ou illégales

Affaire No 1

49. Le 27 juin 1995 au matin, à Chelajop, Totonicapán, des militaires ont arrêté Luis Alvarado Cajchun, Agustín Vázquez Cop, Antonio Castro Tax, Pedro Puajpacaja et Santos Castro, alors qu'ils ramassaient du bois pour leur consommation personnelle. Un soldat a obligé Alvarado à se jeter à terre et l'a frappé dans le dos avec le canon de son arme. Le coup est parti et la victime a dû être hospitalisée. Après avoir porté plainte devant le juge de paix, les victimes ont été détenues deux jours. La partie militaire indique qu'elles étaient en train de tailler des arbres et qu'elles ont résisté violemment à leur arrestation. Une enquête a établi que les victimes n'avaient pas commis ce délit mais qu'elles avaient été détenues arbitrairement et maltraitées. La Mission suit le cours de l'affaire, qui est entaché de graves irrégularités.

Affaire No 2

50. Diego Tum González, de Buena Vista, Quiché, a été arrêté le 27 avril par le commissaire militaire, l'adjoint au maire, le chef adjoint et deux membres du Comité des volontaires de la défense civile pour lui faire payer une amende parce qu'il n'avait pas patrouillé en novembre et en décembre 1994. La victime a été détenue 24 heures au cachot de la mairie. Sans s'arrêter au fait qu'ils ne sont pas habilités à procéder à des arrestations, les ravisseurs se sont justifiés en alléguant que les autorités avaient été insultées mais ils ont admis que l'amende non réglée avait influencé leurs actes.

Affaire No 3

51. Le 4 juillet, à Huehuetenango, un maître d'école a été arrêté à la gare routière par deux policiers nationaux en civil qui l'ont amené au commissariat. Ils l'y ont interrogé à demi-nu, l'accusant de vol et raillant sa profession. L'ordre de remise en liberté a été communiqué au maire le 6 juillet mais, sous l'empire de l'alcool, celui-ci a ordonné que la victime soit maintenue en détention une nuit supplémentaire. Elle n'a finalement été libérée que le 7 juillet, après qu'une parente ait dû encore verser un pot de vin au maire.

b) Disparitions forcées

52. Pendant la période considérée, le nombre de plaintes pour disparitions forcées présumées a diminué. La mission n'en a reçu que deux, pour lesquelles une enquête est en cours.

4. Droit à une procédure régulière

53. Au cours de la période considérée, la Mission a reçu 60 plaintes pour violation du droit à une procédure régulière, soit 15,1 % du total des plaintes. Par rapport aux affaires antérieures, on ne note aucun progrès significatif dans les enquêtes menées et les condamnations. La Mission reste extrêmement préoccupée par cette situation de quasi-déni de justice, et plus particulièrement des droits à la vie et à l'intégrité de la personne.

54. Qu'il s'agisse des nouvelles plaintes ou des précédentes, l'impunité a été favorisée par l'ajournement d'instructions qui auraient pu être effectuées en temps opportun. Pour divers délits graves, dont certains ont provoqué une grande émotion ou se sont produits dans des zones de forte criminalité, le ministère public n'a pas ouvert d'enquête et n'a pas non plus désigné de procureur. On a constaté en diverses occasions que les organismes compétents n'avaient pas recueilli les témoignages, ni délivré de mandats d'arrêt en dépit de l'existence de preuves ou, lorsqu'un mandat d'arrêt existait, qu'il n'avait pas été exécuté, ce qui permettait à l'intéressé de prendre la fuite. On note en outre une application dénaturée de la mise en liberté sous caution pour des délits très graves.

55. La vérification a montré que si, dans la plupart des cas, l'enquête avait peu ou pas du tout progressé, cela tenait principalement au fait que le ministère public n'avait pas la volonté ou les moyens de lancer une action pénale et que l'autorité suprême manquait de la fermeté nécessaire pour remédier à ces carences. Cela est particulièrement évident dans les cas où sont impliquées dans une affaire des personnes appartenant ou liées à l'armée; l'instruction est alors paralysée en raison de pressions dénoncées par les procureurs et qui révèlent l'ingérence des intérêts militaires dans la fonction judiciaire de l'État. En présence de telles pressions, voire de graves menaces, les autorités n'appuient pas en temps voulu les procureurs.

#### Affaire No 1

56. Il s'agit de l'exécution extrajudiciaire d'Apolo Ariosto Carranza Vallar. Après qu'il a été vérifié que le juge avait donné l'ordre d'inhumer le cadavre sans enquêter sur l'affaire (par. 39 du deuxième rapport), un témoin, ancien collaborateur de la police, a apporté de nouveaux éléments sur l'identité des responsables et les circonstances du crime. Cependant, le procureur n'a été nommé dans cette affaire que près de deux mois après l'exhumation de la victime.

#### Affaire No 2

57. Le 13 juillet, on a procédé à la reconstitution des faits et à l'audition des témoins dans l'affaire Juan Chanay Pablo, membre du Comité de Unidad Campesina de Colotenango, tué par des membres du Comité des volontaires de la défense civile durant une manifestation paysanne. La MINUGUA a constaté que le juge n'avait pas traité également les témoins des deux parties. Les 15 témoins de la défense avaient eu trois jours pour faire leur déposition et les 30 témoins de la partie plaignante n'avaient eu qu'un seul jour, et s'étaient heurtés à de graves problèmes dus à l'absence d'interprètes.

#### Affaire No 3

58. Les menaces proférées en avril 1995 à l'encontre de María Miranda Berdugo, responsable locale de CONAVIGUA, et Alfredo Temaj Pérez, d'une autre organisation des droits de l'homme à San Isidro, San Marcos, n'ont pratiquement pas fait l'objet d'enquête. Le Ministère public n'a recherché des renseignements qu'auprès du 18e secteur militaire demandant si les accusés étaient des commissaires militaires. Il n'a pas obtenu de réponse. Le procureur chargé de l'affaire a d'abord dit que, s'il s'agissait de

/...

commissaires, il ne pourrait les faire comparaître, ceux-ci relevant d'une juridiction spéciale. Le procureur a ensuite été informé de la position de la Mission, à savoir que la menace n'est pas un délit "essentiellement militaire" et qu'elle n'est pas du ressort exclusif d'une juridiction militaire. Il a alors fini par poursuivre sa tâche dans cette optique.

#### Affaire No 4

59. Le 25 avril, au marché de Santa Rosa, Santa Rosa, des agents de la Police nationale de Chiquimulilla ont arrêté illégalement et arbitrairement Lucas Luch Pulul, mineur, appartenant à l'ethnie de Quiché, sans préciser le motif de sa détention. M. Luch Pulul a été présenté au juge, accusé de faire partir d'une bande de voleurs et emmené à la prison de Santa Rosa. Ce n'est que le 5 juillet qu'il a commencé à bénéficier de l'aide d'un avocat ou d'un traducteur. La plainte pour les coups et blessures dont il affirme avoir été victime dans l'enclenche de la prison n'a pas non plus fait l'objet d'une enquête. À la date de la rédaction du présent rapport, le dossier de l'affaire est perdu et ce mineur reste détenu illégalement.

#### Affaire No 5

60. Au mois de juillet, Juan Mendoza, du Consejo Campesino Kawabil, a été détenu 15 jours à la prison de Huehuetenango, accusé par le chef du Comité des volontaires de la défense civile de Chejoj d'avoir usurpé de la terre et proféré des insultes assorties de grossièretés. Il n'a pu ni faire de déposition ni répondre aux accusations devant le juge car, selon ses dires, il parlait seulement son dialecte et ne connaissait pas un mot d'espagnol. Il n'a pas bénéficié de l'assistance d'un interprète.

#### Affaires citées dans les rapports précédents au titre de l'engagement considéré

61. En ce qui concerne le procès engagé à la suite de la mort d'Efraín Bámaca, le commandant de l'URNG (par. 66 et 67 du premier rapport et par. 66 du deuxième rapport), le 3 août, la Cour d'appel constituée en cour martiale a reçu la plainte déposée par le Ministère public et annulé la décision de non-lieu en faveur des 15 militaires impliqués qui avait été prononcée par le tribunal militaire de première instance. Les juges militaires qui composaient la Chambre d'appel ont refusé de signer la décision et la Cour suprême a dû ordonner de les remplacer par des suppléants. Les fouilles entreprises en vue d'une exhumation sur le lieu où, selon des renseignements fournis au Département d'État des États-Unis, le corps de Bámaca se trouverait, ont été suspendues à trois reprises et, à ce jour, le Ministère public n'a pas pu les effectuer. Pour empêcher qu'elles ne reprennent, la défense des militaires a exercé des pressions et user de manoeuvres dilatoires, allant jusqu'à invoquer des ordres du Président de la République.

62. Le procureur Julio Arango Escobar, qui a été chargé de l'affaire le 11 mai 1995, a porté plainte déclarant avoir fait l'objet de pressions, de menaces de mort et d'intimidation (par. 37). Cette situation a incité le Procureur chargé des droits de l'homme à prononcer une décision dans laquelle il exige que les organismes compétents collaborent au travail du procureur et lui fournissent les garanties nécessaires. Finalement, le 1er août 1995, le

procureur s'est déchargé de cette affaire et a réitéré à la Mission qu'il n'avait pas l'appui de son institution. En neuf mois, trois procureurs se sont succédé sur cette affaire et l'enquête n'a absolument pas avancé.

63. L'enquête sur l'exécution de Myrna Mack (par. 68 et 69 du premier rapport et par. 64 du deuxième) reste paralysée. Cela tient à l'incurie du Ministère public qui, depuis décembre 1994, n'a pas désigné de procureur pour cette affaire et entamé de procédure pénale, bien que rien ne s'y opposât, ce qui constitue un déni du droit à la justice. Les obstacles qui s'opposent à la désignation d'un procureur montrent clairement que les fonctionnaires du Ministère et les avocats redoutent d'être chargés d'une affaire dans laquelle des militaires sont impliqués.

64. Au cours du procès sur l'assassinat de Jorge Carpio Nicolle (par. 70 du premier rapport et 65 du second), le procureur a confirmé le 29 mai 1995 devant le Congrès que le dossier du secteur militaire de Quiché concernant une enquête interne sur l'affaire, qui avait été remis à l'état-major en août 1993, avait été perdu depuis lors. Le juge n'a pas cité à comparaître le Sous-Directeur de la police nationale à l'époque du crime. Celui-ci aurait pu apporter un témoignage autorisé, mais il avait été envoyé suivre un cours aux États-Unis alors que l'on entreprenait la collecte des éléments de preuve. La décision judiciaire de revenir sur le mandat d'arrêt a ramené l'enquête au point de départ. Elle a été prise de façon à n'impliquer que des délinquants de droit commun, alors que le dossier de l'affaire contient de nouveaux éléments de preuve qui écartent l'hypothèse initiale. Tant le procureur que les proches de la victime soutiennent qu'ils disposent de suffisamment d'éléments prouvant que les principaux responsables du meurtre, dans une embuscade, de Jorge Carpio Nicolle et de trois de ses collaborateurs, étaient des membres d'un Comité de volontaires de la défense civile, que ce meurtre revêtait un caractère politique et qu'il ne pouvait par conséquent s'agir d'un délit de droit commun, comme l'avait affirmé récemment le Président de la République lui-même. Dans cette affaire, confrontés au harcèlement constant des procureurs, les autorités suprêmes du Ministère public ont à nouveau manqué de fermeté.

65. Le procès concernant la mort des trois travailleurs de l'exploitation agricole de San Juan del Horizonte (La Exacta) Quetzaltenango (par. 67 du deuxième rapport) n'a pas avancé. Il y a quatre mois, le Procureur général s'était engagé à désigner un enquêteur, un auxiliaire et un fonctionnaire pour s'occuper de cette affaire, mais cela n'a pas encore été fait. De son côté, le Tribunal de Coatepeque a également pris un retard injustifiable. Il n'a notamment pas répondu à la demande qui lui avait été faite trois mois auparavant d'autoriser l'interrogatoire des agents de la Police nationale qui avaient procédé à l'expulsion.

66. En ce qui concerne l'enquête sur la mort de Mario Alioto López Sánchez, étudiant (par. 74 du premier rapport), le Ministère public et l'organe judiciaire ont fait preuve de la plus grande passivité. Alors que l'auxiliaire du procureur du district fédéral était sur le point d'impliquer des membres de la Police nationale, le procureur du district ne s'est que peu intéressé à l'enquête de son subordonné; par ailleurs, le Tribunal de deuxième instance a usé à plusieurs reprises de manoeuvres dilatoires. L'enquête de la Commission disciplinaire de la Police nationale s'est achevée en mars dernier, sans analyse

du plan d'action de la Police nationale lors de la manifestation étudiante ni de la responsabilité, entre autres, de Carlos V Escobar Fernández, chef adjoint du cinquantième corps de police, détenu ultérieurement par décision judiciaire, à la demande de l'Université Carlos et du Ministère public, ce qui prouve que la Police nationale ne veut pas enquêter sur cette affaire.

#### 5. Droits politiques

67. La Mission a reçu peu de plaintes touchant les droits spécifiquement politiques; cela tient à la fois à la tradition de faible participation politique et au contexte actuel de violence. La Mission s'inquiète particulièrement des violences dont ont été victimes, depuis l'annonce des élections, des candidats et des personnalités politiques : assassinat du maire de Moyuta (Jutiapa) - qui était candidat à la députation -, des candidats à la mairie de La Democracia (Huehuetenango) et de San Lucas Tolimán (Sololá), de militants qui participaient à la campagne électorale à San Jerónimo (Baja Verapaz) et d'un haut dirigeant d'un parti politique à Petén; tentative d'enlèvement d'un candidat à la mairie de Nuevo Palmar (Quetzaltenango); agressions contre un candidat à la mairie de Momostenango (Totonicapán); attentats contre la maison d'Efraín Ríos Montt et contre la résidence du maire de Chiquimula.

68. Pour ce qui est des organismes chargés de veiller au bon déroulement des élections, la Mission a pu vérifier que le Tribunal électoral suprême (TES) a bonne réputation, en ce qui concerne tant son fonctionnement que le professionnalisme de ses magistrats et fonctionnaires, et elle a pu s'assurer de l'efficacité de ses délégations et sous-délégations. Toutefois, la participation aux scrutins souffre du fait qu'il n'y a de délégations et sous-délégations du TES que dans les principaux centres, ce qui rend difficile l'inscription des habitants des zones isolées.

69. En ce qui concerne les listes électorales (Registre des citoyens), presque un tiers de la population en âge de voter - en particulier, les femmes rurales, les rapatriés et les personnes déplacées - n'est toujours pas inscrite, le plus souvent faute de pièces d'identité. De plus, le projet de loi sur la délivrance de documents d'identité aux personnes déplacées (par. 69 du deuxième rapport) n'a toujours pas été adopté.

70. Pour ce qui est des élections de novembre, les inscriptions sur les listes électorales ont été closes le 12 août, mais la date limite pour les modifications et annulations était le 12 octobre. Selon des chiffres provisoires, plus de 3,6 millions d'électeurs sont inscrits, soit 100 000 de plus que pour la consultation de 1994 (3 480 196 inscrits). Le taux d'inscription se situerait aux environs de 70 % de la population en âge de voter (c'est-à-dire âgée de plus de 18 ans).

71. Les écarts entre les taux d'inscription des hommes et des femmes sont importants, de même que ceux entre les taux d'inscription dans les différents départements et municipalités du pays; en effet, dans le contexte général de démobilisation politique et de défaut de pièces d'identité, on observe des cas localisés de mobilisation populaire. La proportion des femmes sur les listes - environ 40 % -, est inférieure à leur proportion dans l'ensemble de la

/...

population nationale – environ 52 %. Le taux d'inscription des femmes est supérieur à la moyenne nationale dans les départements de Guatemala, de Chimaltenango, de Retalhuleu, de Sacatepéquez et de Quetzaltenango – le plus élevé étant celui de Guatemala (48 %) – et inférieur dans les départements du Petén, de Chiquimula, de Jalapa, de Sololá, de San Marcos, de Huehuetenango, du Quiché, d'Alta Verapaz et de Totonicapán (il n'est que de 22 % dans ce dernier département).

72. Le taux d'inscription est supérieur à la moyenne nationale – qui est de 70 % – dans les départements de Guatemala, de Chiquimula, de Zacatepéquez, de Santa Rosa, de Quezaltenango, de Retalhuleu, de Zacapa, de Jutiapa et d'El Progreso (90 % environ des citoyens de plus de 18 ans sont inscrits dans ces trois derniers départements). En revanche, il est inférieur à la moyenne nationale dans ceux d'Izabal, de Huehuetenango, de Sololá, d'Escuintla, du Petén, de Totonicapán, du Quiché et d'Alta Verapaz (les trois derniers de ces départements ayant un taux d'inscription d'environ 50 %).

73. En ce qui concerne le droit d'accéder à des fonctions publiques, la Mission a pu vérifier que l'inscription des comités civiques électoraux, close le 12 août, s'est faite normalement. Selon des données fournies par la Division des organisations politiques du TES, 144 comités se sont inscrits. De plus, la Mission a suivi attentivement l'inscription des candidats des différents partis politiques, close le 12 septembre.

74. En ce qui concerne le droit de participer à des activités politiques, la Mission suit de près le déroulement de la campagne électorale et vérifie en particulier que l'État veille, comme il en a eu l'obligation, à ce que la population puisse exercer pleinement ce droit et que l'URNNG n'y met pas d'obstacle.

## 6. Liberté d'expression

75. Au cours de la période couverte par le rapport, trois plaintes concernant ce droit ont été reçues, ce qui est plus qu'au cours de la période précédente. L'une d'elles, actuellement à l'examen, concerne l'exercice du métier de journaliste; les autres concernent la liberté d'expression de militants des droits de l'homme.

### Affaire No 1

76. Le 16 juillet, au cours d'une réunion de la MINUGUA avec la population d'Amatxel (Quiché), un membre de la Commission de défense des droits des Mayas (Defensoría Maya) commençait à peine à donner lecture de plusieurs rapports sur les réunions du Comité local de volontaires de la défense civile (CVDC) que le chef et plusieurs membres de ce Comité ont tenté de l'empêcher de continuer, sous prétexte qu'il n'avait pas le droit d'écrire ni de publier des rapports sur la situation au village. Les observateurs de la MINUGUA ont vu les agresseurs arracher les rapports des mains du représentant de la Commission et les détruire.



## 7. Liberté de circulation

77. La Mission a vérifié le bien-fondé de nouvelles plaintes selon lesquelles des membres de l'URNG restreindraient la liberté de circulation en bloquant des routes – dont certaines importantes –, en entravant la libre circulation et en causant des dommages injustifiés à des véhicules appartenant à des particuliers.

### Affaire No 1

78. Le matin du 25 juin, sur le pont de La Trinité, situé sur la route côtière à El Salvador (Santa Rosa), cinq individus très armés et portant des uniformes vert olive ont entravé la circulation en bloquant la chaussée avec des camions dont ils avaient crevé les pneus. Ces individus, qui se sont déclarés membres de l'URNG, ont dit vouloir ainsi protester publiquement contre le gouvernement. La circulation a été rétablie quatre heures plus tard par des agents de police.

79. Enquêtant sur les violations commises par les commissaires militaires et les membres des CVDC, la mission a constaté que ceux-ci, dans le contexte de l'impunité dont ils jouissent, ont porté atteinte à la liberté de circulation en faisant obstacle au retour de réfugiés.

## 8. Liberté d'association

80. Au cours de la période à l'examen, aucune violation directement liée à l'activité syndicale n'a fait l'objet d'un recours en justice mais des plaintes faisant état de violation du droit à une justice prompte et efficace ont été déposées par des dirigeants ou des travailleurs victimes de menaces, de licenciement ou de représailles pour avoir constitué des syndicats ou lutté pour défendre leurs droits. De même, des atteintes à l'exercice du droit d'association par des organisations non gouvernementales ont été signalées (par. 132) et l'on vérifie actuellement l'exactitude d'allégations selon lesquelles les organisations concernées se verraient opposer des obstacles administratifs pour l'obtention de la personnalité juridique.

81. Bien que la législation guatémaltèque protège le droit des travailleurs syndiqués de présenter des revendications puisqu'elle oblige les employeurs, par ordonnance judiciaire, à rembaucher dans les 24 heures les travailleurs licenciés pour ce motif, la Mission a pu constater à diverses reprises que des travailleurs agricoles licenciés n'avaient toujours pas été réintégrés dans l'exploitation qui les employait six mois après que le Tribunal des prud'hommes eut donné l'ordre à celle-ci de les rembaucher.

### Affaire No 1

82. En octobre 1994, trois dirigeants syndicaux de la ferme El Arco de Suchitepéquez ont été licenciés pour avoir constitué un comité en vue d'améliorer leurs conditions de travail. Lors de la vérification de la régularité de la procédure, la Mission a constaté que le juge du tribunal des prud'hommes avait mis deux mois à ordonner que l'on rembauche les travailleurs en question et quatre autres mois à faire connaître sa décision à leur patron; les travailleurs licenciés n'avaient toujours pas été rembauchés. Le Ministère

public et la police de Mazatenango se refusent à donner suite à la plainte déposée par l'un d'eux qui affirme avoir été menacé et expulsé par la force.

Engagement II. Renforcement des instances chargées de la protection des droits de l'homme

Pouvoir judiciaire et Ministère public

83. Les vérifications effectuées au cours de la période couverte par le rapport ont permis d'établir que des juges et des procureurs ont été à nouveau victimes de menaces, d'actes d'intimidation, voire d'atteintes à leur intégrité physique. En règle générale, le Gouvernement n'a pas pris de mesure pour les protéger et, plus grave encore, n'a pas ouvert d'enquête sur ces agissements ni, à plus forte raison, pris de sanction contre les agents de l'État qui, comme cela a souvent été le cas, les ont perpétrés, appuyés ou tolérés.

84. Dans ses rapports antérieurs, la MINUGUA a souligné à plusieurs reprises que les juges et les procureurs sont souvent victimes de graves actes d'intimidation et de fortes pressions et bénéficient rarement du concours actif de la police et de l'administration. Bien qu'il soit informé de la situation, le Gouvernement n'a pas cherché systématiquement à remédier à cet état de choses et n'a pas non plus pris les mesures de prévention et de protection nécessaires au moment voulu. L'inertie du gouvernement a accentué le sentiment d'insécurité personnelle et d'isolement des juges et des procureurs. Le cas du procureur Julio Arango (par. 37) et celui du procureur Abraham Méndez (par. 43 du premier rapport et 93 du présent rapport) illustrent bien cette situation.

Appui au Procureur chargé des droits de l'homme

85. La Mission a examiné les déclarations publiques du Procureur chargé des droits de l'homme selon lesquelles le Gouvernement, en négligeant de l'aider à s'acquitter de sa mission, violait l'Accord général. Elle a également examiné la réponse du Président de la République, lequel fait savoir qu'il a favorablement accueilli ces déclarations, ajoutant qu'elles lui permettront de remédier aux défaillances de l'État et qu'il a rappelé aux ministres qu'ils doivent donner suite aux décisions du Procureur et que, aux termes de la Constitution, ils ont l'obligation de coopérer avec lui. La Mission a constaté que ces instructions du Président n'avaient provoqué aucune amélioration de l'attitude des instances gouvernementales concernées au cours de la période couverte par le rapport.

86. La Mission n'ignore pas que l'approbation du budget relève du Congrès; quoi qu'il en soit, le Gouvernement, pour autant qu'elle sache, n'a rien fait pour améliorer les conditions techniques et matérielles dans lesquelles le Procureur doit mener ses enquêtes et veiller au respect des droits de l'homme, comme il s'y était pourtant engagé dans l'Accord général.

Engagement III. Action contre l'impunité

87. L'impunité, qui a été qualifiée par la Mission d'obstacle le plus sérieux à l'exercice des droits de l'homme dans le pays, préoccupe de plus en plus la société guatémaltèque, qui se mobilise contre elle. Le Congrès a montré

/...

l'importance particulière qu'il y attache aux cours d'entretiens avec la MINUGUA touchant le deuxième rapport de celle-ci et il a proposé diverses mesures législatives destinées à la combattre. Cette impunité a pris une ampleur telle qu'elle inquiète tous les groupes sociaux; elle est à l'origine de la création d'organisations comme "Las Madres Angustiadas" (Les mères angoissées) qui tentent de mobiliser la société et les institutions compétentes pour y mettre fin. Le fait que ces organisations, les médias, les églises et diverses autres institutions manifestent l'inquiétude qu'elle leur inspire est très positif car il montre que la société guatémaltèque est de plus en plus consciente de la gravité de la situation et de la nécessité d'agir.

88. On poursuit ci-après l'analyse des divers facteurs de l'impunité, en s'attachant particulièrement aux instances chargées de la prévention du crime, des enquêtes et de la répression.

a) Dysfonctionnement du ministère public, de l'appareil judiciaire et des forces de sécurité chargées de prévenir et de réprimer les délits

89. Selon la Mission, un des principaux objectifs de la politique de lutte contre l'impunité devrait être de remédier à l'absence de coordination entre le ministère public, le pouvoir judiciaire et la police nationale (par. 203 du deuxième rapport). C'est à cause des carences de cette politique que le problème persiste et semble insoluble, mais c'est aussi parce que les institutions concernées sont sur la défensive et s'en rejettent mutuellement la responsabilité : les procureurs affirment qu'ils ne peuvent pas faire les enquêtes parce qu'ils ne peuvent pas compter sur l'aide de la police, la police nationale se plaint de n'avoir ni les pouvoirs ni les moyens logistiques nécessaires, et les juges de manquer des éléments de preuve dont ils auraient besoin pour pouvoir établir des mandats d'arrêt. Mais cela n'explique pas tout : l'ampleur du problème tient aussi à ce que les autorités supérieures de l'État n'ont pas de politique bien définie face au manque de volonté d'enquêter et de punir que l'on observe trop souvent et à l'absence de coordination entre les organismes chargés d'appliquer la loi.

i) Ministère public

90. L'examen du fonctionnement du ministère public a révélé que les principes de base sur lesquels doit se fonder une stratégie d'enquête font défaut, qu'il n'y a pas de règles d'organisation du travail et que les relations avec la police nationale sont mauvaises. Ces carences sont les causes structurelles de la faiblesse de la lutte contre l'impunité.

91. On a également constaté que, dans la majorité des cas examinés, l'enquête piétine principalement du fait de l'absence d'une ferme volonté des institutions de poursuivre les auteurs de délits dans lesquels sont impliquées des personnes appartenant ou liées à l'armée, ainsi que des agents des forces de sécurité. Un exemple marquant de cet état de choses est donné par l'attentat contre un membre du Comité Unidad Campesina, perpétré le 28 juin, et qui est imputé à deux patrulleros du village de Xemal : deux mois après les faits l'enquête n'a pas commencé car le procureur a déclaré qu'il n'avait pas le temps de s'en occuper.

92. Dans beaucoup de cas, les fonctionnaires du ministère public n'ont pas donné suite aux plaintes. Bien plus, à plusieurs reprises, ils ont averti les plaignants que s'ils engageaient une procédure pénale, ils devraient personnellement assumer la charge de l'enquête, c'est-à-dire non seulement le coût de l'instruction, mais également le risque qu'il soit attenté à leur vie.

93. Les propos énergiques du Procureur général dans lesquels beaucoup ont vu l'annonce d'une politique claire destinée à regagner la confiance du public n'ont pas été suivis d'effet. Aucune sanction particulière n'a été prise contre les procureurs ayant commis de graves erreurs qui auraient pu empêcher l'instruction d'affaires très graves et sensibles (par. 66 du deuxième rapport). Même quand les victimes étaient des fonctionnaires du ministère public, il n'y a pas eu d'enquête. Ce fut le cas, par exemple, du procureur Abraham Méndez qui, à la fin du mois de mai, a été interrogé à deux reprises dans les locaux du parquet par des personnes qui se sont présentées comme appartenant à l'état-major de la présidence. Les intimidations à son encontre se sont poursuivies, notamment une incursion nocturne dans un des bureaux où il travaille (car il n'a pas de bureau sur place). Le ministère public n'a procédé à ce jour à aucune enquête sur ces faits ni sur l'attentat dont le procureur a été victime en novembre 1994.

#### ii) Appareil judiciaire

94. Dans le rapport précédent, on a indiqué qu'une grande partie de la magistrature exerce sa mission en toute indépendance et probité. Cependant, on a constaté que l'impunité est favorisée par les carences de l'appareil judiciaire, par exemple la lenteur de l'expédition des mandats d'arrêt ou le laxisme avec lequel est accordée la liberté sous caution, notamment en cas de délits graves (par. 53 à 60).

95. Ce qui est encore plus préoccupant c'est que les juges prennent souvent des décisions qui favorisent de toute évidence l'impunité. C'est le cas du juge itinérant affecté pendant le mois de juin à Sololá qui, en quelques semaines, a rendu une ordonnance de non-lieu dans une douzaine d'affaires de violations graves des droits de l'homme dans plusieurs desquelles des agents de l'État étaient impliqués. On ne connaît pas encore les conclusions de la Commission spéciale de la Cour suprême de justice chargée d'étudier ce problème.

96. La Constitution dispose que les juges ont seuls pouvoir de rendre la justice et sont indépendants, aux plans externe et interne, n'étant soumis qu'à la loi. La MINUGUA est très préoccupée par les atteintes que portent à l'indépendance de la justice les pressions exercées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'appareil judiciaire car elles portent atteinte aux prérogatives prévues par la Constitution et entravent, en conséquence, la lutte contre l'impunité.

97. Au plan extérieur, l'indépendance de la justice est entamée par les menaces dont sont victimes les juges – qui sont également dénoncées par la Cour suprême de justice – ainsi que par le fait que les juges militaires de première instance siègent dans les zones militaires, ce qui permet aux personnes ou institutions dont les intérêts sont en jeu d'exercer des pressions.

98. Au plan interne, des problèmes, tels que l'absence d'inamovibilité, limitent également l'indépendance des juges et peuvent compromettre leur rôle dans la lutte contre l'impunité. C'est ainsi que la Cour suprême peut muter les juges à tout moment et pour n'importe quel motif, ce qui nuit à leur travail et permet d'intriguer pour les dessaisir. Par exemple, la deuxième chambre du tribunal pénal de première instance de Cuilapa a été présidée en l'espace de trois mois seulement par cinq juges, ce qui, selon le dernier d'entre eux, expliquait la paralysie de l'instruction, car la seule personne qui connaissait les dossiers avait été mutée et n'avait pas été remplacée.

99. L'indépendance des juges est aussi érodée par la procédure de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à la rétrogradation qu'applique la Cour suprême sur la base des rapports de l'Inspection générale des tribunaux. Cette procédure n'obéit pas à des règles précises d'où des violations des garanties prévues par la loi. Ces violations ont été reconnues par la Cour constitutionnelle, laquelle a ordonné la réintégration de plusieurs juges.

#### iii) Police nationale

100. La direction de la police nationale a continué, de sa propre initiative ou à la demande de la MINUGUA, à demander à la Commission disciplinaire d'ouvrir des enquêtes internes sur des affaires de violation des droits de l'homme dans lesquelles des policiers étaient impliqués. La Mission s'en félicite, mais elle tient à signaler que ces efforts, s'ils permettent de résoudre des problèmes ponctuels, ne sauraient remplacer une politique globale ni pallier les carences institutionnelles qui entravent la lutte contre l'impunité.

101. Les carences d'ordre institutionnel qui influent le plus sur l'action de la police sont les suivantes : a) l'insuffisance des effectifs; b) la formation sommaire du personnel et les moyens limités dont il dispose pour remplir ses fonctions; c) le recours aux infrastructures militaires pour pallier ces insuffisances; d) les pressions externes illégales qui entravent les enquêtes; et e) l'absence de coordination avec le ministère public pour faire progresser les enquêtes, la définition peu claire du rôle de la police nationale dans le nouveau code de procédure pénale.

102. À la corruption tant dénoncée, il faut ajouter la modicité des ressources et la faible présence policière qui, étant donné les taux élevés de criminalité, font qu'il est impossible de garantir la sécurité. Au Guatemala, il y a un policier pour 2 200 habitants alors que la norme internationale est d'environ un pour 500 habitants. Dans la capitale, il y a environ 2 000 agents sans compter ceux des autres unités spécialisées; quant aux capitales départementales, en plus de l'insuffisance des effectifs, elles manquent de moyens de transport et de communication.

103. La police nationale manque de moyens d'enquête pour identifier les criminels. La Mission a constaté par exemple que le pourcentage de cas d'homicides qu'on a élucidés ne dépasse pas 5 %, ce qui est très bas par rapport à d'autres pays. Le nombre des arrestations est assez élevé, mais le pourcentage de personnes arrêtées pour des crimes graves est faible; il y a une tendance manifeste à arrêter les auteurs de simples infractions et à laisser

impunis les auteurs de crimes ou de violations graves des droits de l'homme (par. 36).

b) Existence d'associations illicites liées à la pègre et à des intérêts économiques ou autres qui pourraient bénéficier de l'appui, de la complicité ou de la tolérance d'agents de l'État

104. La Mission a constaté que, pendant la période considérée, des associations illicites de ce type, qui sont un des facteurs du problème de l'impunité, et qui sont d'ailleurs visées par l'engagement IV de l'Accord général, ont poursuivi leurs agissements. C'est ainsi qu'on a enregistré des cas de violations du droit à la vie dont quelques-uns sont cités dans le présent rapport (par. 36 et 37). La plupart organisent en toute impunité depuis des années des assassinats et d'autres crimes, soit qu'elles les facilitent et en couvrent les auteurs, soit qu'elles exécutent des opérations de "nettoyage social", supplantant par le crime l'action légale des forces de sécurité.

105. Dans la plupart de ces cas, des indices indiquent clairement la participation ou la complicité de militaires et de policiers qui n'agissent pas toujours pour des motifs politiques. Les victimes n'osent pas porter plainte ni témoigner et les juges et les procureurs ont peur d'ouvrir des enquêtes car le climat d'intimidation qui garantit l'impunité aux associations criminelles rend très difficile de les traduire en justice, de prouver leur culpabilité et de les condamner.

106. L'action des forces de sécurité illégales et des appareils clandestins a également nui au fonctionnement du système d'administration de la justice, en raison des menaces et du climat d'intimidation dans lequel doivent travailler non seulement les juges et les procureurs mais également les avocats des familles ou des victimes de violations des droits de l'homme et les avocats de la défense.

107. Il est particulièrement grave que des citoyens qui portent témoignage ou qui informent la police, les procureurs et les juges pour aider à élucider des crimes et violations soient menacés et assassinés. Ainsi, un des trois témoins qui ont déposé dans l'affaire du meurtre d'un fonctionnaire du parquet, Sidney Geovany López, a été assassiné et les deux autres ont été menacés de mort. Les procureurs indiquent que 90 % des affaires ayant des incidences sociales se terminent par un non-lieu parce que les témoins oculaires se refusent à collaborer.

Affaire No 1

108. La Mission a reçu diverses plaintes portant sur des assassinats et des menaces de mort attribuées à une bande de criminels qui opèrent dans la région de San Miguel Chicaj (Baja Verapaz). Toutes ces plaintes indiquent que cette bande, qui aurait agi impunément pendant des années, est dirigée par un commissaire militaire et compte des militaires. Diverses familles menacées ont abandonné leur village et se refusent à porter officiellement plainte devant le ministère public ou la police nationale par crainte de représailles.

Affaire No 2

109. Le 14 octobre 1994, Héctor Rolando Tot a été enlevé à la gare routière de Cobán (Alta Verapaz) par des individus qui se trouvaient dans une Toyota Hilux aux vitres teintées et on ne sait pas à ce jour où il se trouve. La Mission a pu déterminer qu'il a été victime d'une opération de "nettoyage social" dans laquelle, selon les informations qu'elle a reçues, seraient impliqués des fonctionnaires. La victime était connue comme faisant partie d'une bande qui attaquait les voyageurs sur la route de Cobán à Chisec. Ni la police nationale ni le ministère public n'ont procédé à une enquête sérieuse par crainte de représailles.

- c) Autonomie dont jouit l'armée dans sa lutte contre les insurrections et la subversion, procédés qu'elle emploie dans ce cadre et interprétation large qu'elle donne à son mandat à cet égard

110. La Mission a constaté que le climat d'impunité tient à la protection que l'armée donne à ceux qui lui sont liés non seulement pour des actes liés directement ou indirectement à la lutte contre les insurrections et la subversion, mais aussi pour des affaires de corruption et de droit commun. Par exemple, malgré la gravité des accusations portées contre lui, un officier supérieur (par. 39 et suiv. du deuxième rapport), a été muté (peut-être même à un commandement plus prestigieux) sans que l'armée ait rien fait pour faciliter l'enquête interne ni pour aider la justice.

111. Les pressions et menaces dont certains procureurs et juges se sont plaints à la Mission et qui sont confirmées par plusieurs autres sources (par. 37 et 93) ainsi que le refus de l'armée de répondre aux citations (par. 58) contribuent aussi au climat d'impunité.

112. Si au cours de la période considérée l'armée a strictement limité ses interventions militaires au cadre de l'affrontement armé, de sorte que cet aspect du problème de l'impunité s'est estompé, on n'en a pas moins continué, dans certaines régions, d'accuser les organisations non gouvernementales oeuvrant en faveur des droits de l'homme, le Procureur chargé des droits de l'homme et la MINUGUA de chercher à dissoudre les comités de volontaires de la défense civile (CVDC) et de rappeler que la Mission n'a qu'un mandat temporaire, tandis que l'armée, qui favorise l'impunité des patrulleros civils, sera toujours là.

113. Selon la Mission, le fait que des militaires siègent dans les tribunaux jugeant des infractions qui ne sont pas spécifiquement militaires est une violation des procédures régulières que doit respecter l'État pour s'acquitter de son obligation d'enquêter et de punir. Les affaires auxquelles ont été mêlés des militaires au cours de la période examinée confirment l'urgence des réformes du système d'administration de la justice dans le domaine militaire, en particulier de l'article 546 du Code de procédure pénale, recommandées par la Mission. La constitution de tribunaux d'exception pour juger des infractions qui ne sont pas spécifiquement militaires constitue un privilège incompatible avec l'état de droit puisque tous les délits de droit commun, quel qu'en soit l'auteur, doivent être jugés par les mêmes tribunaux.

d) Contrôle que les commissaires militaires et les comités de volontaires de la défense civile exercent sur les collectivités rurales

114. Dans son deuxième rapport, la Mission a recommandé au Gouvernement de ne plus permettre aux commissaires militaires et aux membres des CVDC d'exercer certains pouvoirs inaliénables de l'État et à l'armée de prévenir la perpétration par des militaires d'actes illégaux et de violations des droits de l'homme, de procéder aux enquêtes nécessaires et, le cas échéant, de punir les coupables. On notera que le Président de la République a annoncé, le jour de la fête de l'armée, qu'il supprimerait la fonction de commissaire militaire pour le 15 septembre 1995. La Mission se félicite de cette décision, dont les conséquences pour les droits de l'homme au Guatemala dépendront toutefois de la surveillance qui sera exercée sur la conduite future des nombreux commissaires militaires qui ont systématiquement violé ces droits. La Mission continuera de suivre attentivement la façon dont l'État s'acquitte de son obligation de garantir les droits de l'homme dans ce secteur.

115. On ne sait toujours pas quel est le sens précis de la décision présidentielle; on pense qu'il s'agit de démobiliser les commissaires. Pour supprimer une fonction prévue dans le statut de l'armée, il faut que la modification de ce dernier soit approuvée par le Congrès; le Gouvernement a déjà fait une proposition dans ce sens. En tout état de cause, la Mission juge nécessaire d'organiser une campagne d'information, appuyée par l'armée, pour expliquer aux collectivités la nouvelle situation après la disparition des commissaires militaires.

116. Aucun progrès important n'a été accompli en ce qui concerne les enquêtes sur les illégalités commises par les CVDC et leur répression. De nouvelles plaintes ont été déposées notamment pour des affaires de harcèlement des rapatriés et d'intimidation des électeurs. La situation est d'autant plus grave que les auteurs de ces actes, dont certains sont décrits ci-après, continuent d'agir en toute impunité.

117. Affaire No 1. Les mandats d'arrêt émis le 8 août 1994, et confirmés le 4 mai 1995, contre Rubén Cruz Lopez, chef du CVDC de Txel (Quiché), cinq patrulleros et un ancien adjoint au maire, n'ont toujours pas été exécutés. Ces personnes, contre lesquelles il existe des preuves accablantes, sont accusées d'avoir assassiné trois personnes et enterré illégalement leurs victimes. Des habitants des environs affirment que Cruz vit à Txel avec ses complices sans peur d'être arrêté, et qu'il continue de diriger le CVDC et d'assister aux réunions périodiques du détachement militaire. En outre, il menace les membres des organisations de défense des droits de l'homme, les familles de ses victimes et quiconque ose le dénoncer ou témoigner contre lui et les accuse d'être des guérilleros.

118. Qu'ils soient d'ordre politique ou de droit commun, les illégalités, violations des droits de l'homme et crimes attribués aux commissaires militaires et aux membres des CVDC sont favorisés, certes, par la terreur que ces derniers font régner, mais surtout par l'absence ou la faiblesse des institutions responsables de l'ordre public et de l'administration de la justice dans une grande partie du pays.



e) Prolifération incontrôlée des armes à feu en possession de particuliers

119. Cet aspect de la question est analysé dans la partie relative à l'engagement IV de l'Accord (par. 124 et 125).

Criminalisation des disparitions forcées et des exécutions extrajudiciaires

120. La réforme du Code pénal, qui qualifie les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires de délits particulièrement graves et les sanctionne comme tels, est entrée en vigueur le 14 juillet 1995. La Mission estime que la publication du décret instituant cette réforme est importante pour la réalisation de l'engagement contracté par le Gouvernement.

121. Malgré ce qui précède, et sans préjudice des prérogatives du pouvoir législatif, la Mission considère que les dispositions de ce décret qui rendent passibles de mort des actes qui n'étaient précédemment pas visés par le Code pénal est contraire à l'esprit et à la lettre de la Convention américaine relative aux droits de l'homme.

122. Par ailleurs, pour autant qu'en sache la Mission, le Gouvernement n'a encore rien fait pour que les disparitions forcées et les exécutions sommaires ou extrajudiciaires soient traitées comme des crimes contre l'humanité.

Engagement IV. Pas de forces de sécurité illégale ni d'appareils clandestins; réglementation du port d'armes

123. L'engagement relatif aux forces de sécurité illégales et appareils clandestins de sécurité, ainsi qu'à l'épuration et à la professionnalisation des organes de sécurité est analysé dans la partie relative à l'engagement III de l'Accord intitulé "Action contre l'impunité" (par. 104 et suiv.).

Détention, port et utilisation d'armes à feu

124. Alors que pendant la période précédente la Mission avait noté que des mesures positives, quoiqu'insuffisantes avaient été prises dans ce domaine (par. 109 du deuxième rapport), aucune mesure nouvelle n'a été adoptée au cours de la période à l'examen. De plus en plus de particuliers sont armés; cette prolifération des armes à feu a été facilitée par le fait que les armuriers les vendent à bas prix, et s'occupent des démarches nécessaires pour obtenir le permis, qui est livré en même temps que l'arme, sans aucune formalité qui ne soit facile à remplir. Par ailleurs, comme une grande quantité d'armes et de munitions entrent au Guatemala sans aucun contrôle, il est facile d'obtenir illégalement n'importe quel type d'arme sur le marché. De toutes les armes saisies par la police, 90 % sont illégales et huit actes de violence sur 10 sont commis avec des armes à feu.

125. Le port d'une arme devrait être soumis à l'obtention d'une autorisation exceptionnelle délivrée par l'État après vérification de la raison justifiant son acquisition. La seule manière efficace de régler le problème est de promulguer une législation stricte interdisant le port d'armes non autorisées et l'exhibition d'armes à feu, autorisées ou non. De même, il faudrait mettre en place un système de contrôle efficace pour réglementer la circulation des armes

/...

dans les rues. Tant qu'il n'y aura pas un contrôle rigoureux de la vente, de la détention, du port et de l'utilisation des armes à feu, il sera difficile de diminuer la violence dans le pays.

Engagement V. Garanties de la liberté de réunion et du droit de circuler librement

126. La Mission a noté qu'au cours de la période considérée, la liberté d'appartenir ou non aux CVDC a marqué de nouveaux progrès. C'est ainsi qu'à l'initiative du commissaire militaire, le CVDC de Setu (comme de Sayaxché, Petén) a été dissous sans recourir à la procédure prévue dans l'Accord général, par un acte qu'ont signé tous les membres de la patrouille en présence du commandant du détachement militaire d'El Tucán. Le détachement a retiré l'armement et les procès-verbaux, consacrant ainsi la dissolution du CVDC.

127. Malgré tout dans de nombreuses communautés, des patrulleros continuent de qualifier de guérilleros ceux qui ne veulent pas patrouiller ou qui adhèrent à des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme. Dans certains cas, l'explication donnée à la communauté par des représentants de l'armée, qui ont précisé que l'appartenance au CVDC était volontaire et expliqué le rôle des organisations qui veillent au respect des droits de l'homme, en particulier le bureau du Procureur aux droits de l'homme et la MINUGUA, a donné des résultats positifs en ce sens que les pressions et les harcèlements ont cessé.

128. Au cours de la vérification des violations des droits considérés comme prioritaires, la Mission a enregistré de nombreux cas dont la responsabilité incombe à des membres des CVDC. Tous ces incidents sont caractérisés par la grande impunité dont jouissent les auteurs, comme on l'indique notamment dans la partie relative à l'engagement III.

Engagement VI. Conscription militaire

129. La Mission n'a reçu aucune plainte concernant des cas de conscription obligatoire; seuls des volontaires sont recrutés en attendant l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur le service militaire. Toutefois, après la période à l'examen, la Mission a appris que le Procureur chargé des droits de l'homme a reçu des plaintes concernant la violation de cet engagement. Elle continuera par conséquent de suivre attentivement la situation.

130. La Mission a constaté que cette situation n'est pas bien connue dans toutes les communautés, ce qui a causé dans certains cas des inquiétudes et des malentendus qu'une campagne d'information pourrait dissiper.

Engagement VII. Garanties et protection des personnes et entités qui oeuvrent à la protection des droits de l'homme

131. Au cours de la période considérée, l'engagement de garantir et protéger les personnes et entités qui oeuvrent à la protection des droits de l'homme n'a pas été respecté. L'assassinat du pasteur Manuel Saquic (par. 33) a constitué la plus grave des violations et d'autres personnes ont fait l'objet de menaces.

/...

Autre cas : les mauvais traitements infligés à un citoyen américain prêtant son concours à la Commission des droits de l'homme du Guatemala (par. 41). Certaines organisations non gouvernementales s'occupant de la défense des droits de l'homme ont également fait l'objet d'actes d'intimidation. D'autre part, le processus de vérification continue de démontrer que des membres de l'armée et des membres des Comités volontaires de défense civile (CVDC), d'après les propos qu'ils tiennent, assimilent le travail de promotion et de protection des droits de l'homme à des activités subversives et cherchent à intimider les personnes qui militent en faveur des droits de l'homme.

#### Affaire No 1

132. Depuis le 21 juillet, la Mission a commencé à vérifier la surveillance dont le siège et les membres du Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos, organisation non gouvernementale qui se consacre à la défense des droits de l'homme, font constamment l'objet. La Mission a pu ainsi constater que l'un des véhicules d'où s'exerce cette surveillance appartient à l'état-major de la présidence.

#### Affaire No 2

133. Dans le village de Sajquim (San Marcos), des membres du clergé ont organisé des cours d'alphabétisation pour adultes qui sont axés sur les droits de l'homme. Les commissaires militaires ont enjoint les participants, lors d'une réunion tenue le 9 mars, de ne plus suivre ces cours en faisant valoir qu'ils encourageaient la subversion. À la suite de cette intervention, un grand nombre de personnes ont cessé de suivre les cours.

#### Engagement VIII. Indemnisation des victimes de violations des droits de l'homme et/ou assistance à ces personnes

134. Au moment de l'achèvement du présent rapport, la Mission n'avait reçu aucune information au sujet des entités chargées de concevoir les mesures et programmes gouvernementaux de caractère civil et socio-économique en faveur des victimes de violations des droits de l'homme. Dans son premier rapport, la Mission indiquait que le Gouvernement avait été prié de fournir ces informations afin d'évaluer les progrès effectués dans la réalisation de cet engagement.

135. L'Accord général n'ayant pas fixé de délai précis pour le respect de cet engagement, la Mission, consciente des difficultés de divers ordres qui se posent, a recommandé au Gouvernement, dans son précédent rapport, de commencer par élaborer un plan d'action. Elle s'inquiète de n'avoir jusqu'à présent reçu aucune information indiquant que les entités compétentes ont donné suite à cette recommandation.

#### Engagement IX. Droits de l'homme et affrontement armé interne

136. La Mission a vérifié des plaintes portant sur des violations présumées de l'engagement pris par les deux parties de respecter les droits fondamentaux des combattants blessés, faits prisonniers ou qui ne sont plus en état de combattre et de mettre fin aux souffrances de la population civile.

### Souffrances de la population civile

137. Les attaques de l'URNG contre des garnisons, qui impliquent des risques pour la population civile, continuent d'être vérifiées du fait qu'elles constituent des violations de l'engagement susmentionné. Bien que l'URNG impute ces risques au fait que les garnisons sont situées dans des agglomérations ou à proximité de zones habitées, la vérification a prouvé que dans de nombreux cas la population est inutilement exposée à des dangers en raison de la mauvaise planification ou exécution des attaques par la guérilla. Certaines de ces attaques sont brièvement résumées ci-après.

#### Affaire No 1

138. Le 21 juillet, à 3 heures, des éléments de l'URNG ont attaqué, en utilisant notamment des armes de type RPG7 (lance-grenades), la garnison de Alotenango, à San Juan Alotenango (Sacatepequez). Cette attaque, au cours de laquelle un soldat a été blessé et des habitations endommagées, a exposé des civils à des dangers manifestes.

#### Affaire No 2

139. Le 4 juillet, des éléments de l'URNG ont lancé des grenades contre la caserne de la brigade Guardia de Honor, dans la capitale; une de ces grenades a explosé dans un garage et endommagé des biens civils. Cette attaque, particulièrement dangereuse, n'a heureusement fait aucune victime.

140. La Mission a également vérifié des plaintes concernant des explosions de mines ou d'engins explosifs ayant fait des victimes parmi la population civile. La vérification est difficile, surtout lorsqu'il s'agit de déterminer la cause de l'explosion ou l'heure à laquelle l'explosif a été placé à un endroit donné. Un cas, particulièrement tragique, est mentionné ci-après.

#### Affaire No 3

141. Vers 13 h 45, le 19 juillet, une explosion s'est produite sur la route reliant le canton de Chujuxa II-A, à Chupol, municipalité de Chichicastenango, à l'école de la communauté. L'explosion a causé la mort de deux frères : Victor Méndez Morales (10 ans) et Diego Méndez Morales (8 ans), et de Nicolás Méndez Bat Cibal (11 ans). Elle a creusé un cratère de 23 centimètres de diamètre dans sa partie supérieure et d'une profondeur de 1,10 mètre.

142. L'adoption du décret-loi 60/95 (Ley de reducción de riesgos a los habitantes de las zonas afectadas por el enfrentamiento armado, a través del rastreo y desactivación de minas y otros artefactos explosivos) est une mesure positive prise par le Congrès en vue d'éliminer les explosifs qui ont fait, dans de nombreux cas, des victimes parmi la population civile. Pour que le plan prévu par la loi soit efficace, il devra être accompagné d'informations précises sur l'emplacement des zones minées, des mines, munitions ou engins explosifs qui pourraient être fournies par l'armée ou l'URNG aux organismes chargés de son application.

143. Dès l'ouverture de la campagne électorale, des éléments de l'URNG ont occupé certaines localités et y ont généralement fait de la propagande politique. Sans toutefois constituer des violations de l'Accord général, ces actions, qui ont occasionné des blessures ou endommagé des biens, comme en témoigne l'affaire mentionnée ci-après, vont à l'encontre des dispositions de cet instrument. La réaction éventuelle de l'armée constitue un risque supplémentaire.

#### Affaire No 4

144. Le 4 juillet, une centaine de membres de l'URNG ont occupé plusieurs localités de Quetzaltenango. À 13 heures, le chauffeur d'un véhicule de la société Transval, spécialisée dans le transport de valeurs en espèces et autres valeurs, croyant apparemment qu'il s'agissait d'une attaque, ne s'est pas arrêté au poste de contrôle de la guérilla situé aux abords de Concepción Chiquirichapal. Les occupants du poste de contrôle ont tiré sur le véhicule et fait deux blessés, l'un grièvement (un garde du véhicule) et l'autre légèrement (le comptable de la société). Le chauffeur s'est arrêté au deuxième poste de contrôle où des membres de l'URNG ont demandé à d'autres civils de transporter les blessés à Quetzaltenango.

#### Actions liées à l'"impôt de guerre"

145. Dans son deuxième rapport, la Mission a déclaré qu'elle avait de nouveau indiqué à l'URNG que les menaces – qui accompagnaient à chaque fois les cas de perception de l'impôt – et les atteintes contre les personnes constituent des violations des droits fondamentaux considérés comme prioritaires dans l'Accord général et que les actions contre des biens appartenant à des civils ou des actes de représailles constituent des violations de l'engagement IX visé dans ledit Accord. La Mission a fait connaître sa position dans un communiqué publié après l'établissement du deuxième rapport, mais avant sa publication.

146. La vérification a permis de constater que les actes d'intimidation et les attaques contre des biens appartenant à des civils, imputables à l'URNG, et liés à la perception de l'impôt dit "impôt de guerre" se poursuivent. Comme la Mission l'a indiqué dans son deuxième rapport, cette situation est compliquée par le fait que dans certains cas des tiers se font passer pour des membres de la guérilla afin d'extorquer des fonds des particuliers.

#### Affaire No 5

147. Le 31 mai, à midi, cinq éléments de l'URNG sont venus percevoir l'impôt de guerre dans l'exploitation Nigte, à Sayaxché (Petén). Le gérant s'y étant opposé, ils ont brûlé les tracteurs et le matériel de radio de l'exploitation.

#### Blessés et prisonniers

#### Affaire No 6

148. Le 22 juin, à proximité du lieu-dit Boquerón Viejo, à Nebaj, une ambulance conduite par des pompiers bénévoles, dans laquelle se trouvaient trois soldats en civil, qui allait chercher deux soldats blessés lors d'un affrontement

antérieur a été retenue pendant une heure par des membres de l'URNG et a dû ensuite rebrousser chemin sans avoir pu procéder à l'évacuation des blessés.

149. Un ancien guérillero, Emilio Paau, qui, après s'être rendu volontairement, s'était vu infliger des brûlures de cigarettes à la garnison de Petén (voir par. 138 du deuxième rapport) a été contraint par des soldats de la zone militaire à signer une déclaration par laquelle il affirmait ne pas avoir été maltraité et renoncer à tenter toute action contre l'armée.

150. La Mission vérifie actuellement si certaines plaintes relatives aux violations de cet engagement sont recevables; il s'agit notamment d'une plainte du URNG au sujet de la mort d'une guérillera, Emiliana Patrocinia Mazariegos, survenue, d'après l'armée, à la suite d'un affrontement qui s'est produit le 13 août 1995 dans l'exploitation d'El Bramadero à Petén. La victime a été inhumée le jour suivant sur l'ordre du juge de paix sans qu'une autopsie ait pu être effectuée en raison, a-t-on prétendu, de l'état de décomposition "avancée" du corps. L'URNG précise dans sa plainte que cette personne était en vie lors de son arrestation.

#### Personnes déplacées, réfugiées et rapatriées

151. La Mission a continué de tenir compte, dans le cadre de ses fonctions, de la situation des groupes les plus vulnérables et des individus directement touchés par le conflit armé, comme les personnes déplacées, réfugiées et rapatriées, et de prêter son concours au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour faciliter le retour des réfugiés dans divers départements. Elle a vérifié les plaintes relatives à des actes illégaux, visant à entraver le retour des réfugiés; elle a aussi constaté que certains groupes de réfugiés sont désireux de participer au processus électoral, qu'ils ont déjà organisé des comités et qu'ils appuient certains candidats. Il importe donc de veiller à ce que les réfugiés puissent participer librement aux élections.

#### Affaire No 1

152. Les manoeuvres visant à empêcher le retour de réfugiés à San Antonio Tzejá (Ixcán Quiché) (voir par. 143 du deuxième rapport) ont atteint leur point culminant le 28 juin 1995 lorsqu'un groupe de réfugiés, installés dans l'église Cantabal depuis plus de deux mois, a décidé de se diriger vers San Antonio Tzejá. Alors que ces personnes se trouvaient à 500 mètres de ce lieu, elles ont été violemment interceptées par un groupe de commissaires militaires, de membres de comités volontaires de défense civile et d'autres personnes dirigées par un civil faisant depuis le 25 mai 1995 l'objet d'un mandat d'arrêt et accusé d'un certain nombre d'infractions. Les réfugiés, dont ce groupe armé entendait restreindre la liberté de mouvement, et les habitants qui acceptaient de les accueillir, ont fait l'objet de menaces de mort. De plus, cinq fonctionnaires internationaux ont été arrêtés, 70 policiers présents s'étant avérés incapables d'empêcher cette arrestation et de se saisir du principal auteur (par. 24).

153. Le 30 juin, une commission du Gouvernement s'est rendue sur les lieux et, grâce à son intervention, les réfugiés ont accepté, après quelques semaines, de s'installer dans un lieu situé à deux heures de San Antonio Tzejá. Sans

/...

préjudice de ces mesures positives, la Mission a constaté que les responsables n'ont pas été arrêtés, que les actes d'intimidation se poursuivent et que l'État ne veille pas, comme il y est tenu, au respect des droits des personnes déplacées, réfugiées et rapatriées.

#### IV. RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS, COOPÉRATION INTERNATIONALE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE, PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME ET ÉDUCATION EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

##### A. Renforcement des institutions

154. Dans l'Accord général, les parties ont reconnu que la Mission devait contribuer à renforcer les organismes nationaux de protection des droits de l'homme. Bien que ce soit en grande partie les pouvoirs publics qui décident de renforcer les institutions, avec la collaboration de la communauté internationale, la Mission concourt, par ses travaux de vérification, à déterminer les priorités dans ce domaine.

155. Le renforcement des institutions se justifie par le fait que les règles de droit ne sont pas respectées pour de multiples raisons. Il doit tenir compte de la diversité des institutions et de leurs problèmes, et se faire avec l'assentiment des organismes locaux, qui garantit la réalisation des projets.

156. Il est essentiel de coopérer au renforcement de l'appareil judiciaire car le respect des droits de l'homme trouve son ultime rempart et son plus fidèle garant dans chacun des juges qui ont le monopole de l'application des lois et doivent jouir d'une autonomie et d'une indépendance que la loi seule limite. Le processus de vérification a montré que des facteurs propres à l'appareil judiciaire ou extérieurs à lui entravent le respect de ce principe, l'accès à la justice et l'exercice des droits de la défense dans un procès. On a pu conclure que l'appareil judiciaire doit améliorer le fonctionnement des tribunaux, le système d'information juridique et les procédures d'assignation et de notification.

157. Le 4 août 1995, la MINUGUA et l'appareil judiciaire ont signé un accord-cadre de coopération technique, comprenant une aide en matière d'assistance judiciaire et l'exécution d'un programme d'amélioration du système d'information juridique et le renforcement de l'École de la magistrature.

158. La Mission a montré que le ministère public n'a, en tant qu'institution, ni la capacité ni la volonté d'enquêter sur les délits et surtout sur les affaires ayant une importance particulière. De surcroît, la majeure partie des procureurs n'ont aucune notion de base en matière de stratégies d'enquête et d'organisation du travail et leurs relations avec la police nationale laissent à désirer.

159. Comme suite à l'accord de coopération technique signé entre le ministère public et l'Unité conjointe MINUGUA/PNUD, une division du conseil technique a été créée au sein de cette institution afin de former des procureurs. Il s'agit de fournir un appui et une formation en matière d'organisation des enquêtes, de stratégie des procédures orales et de procès publics et de gestion des affaires. Un manuel et divers formulaires visant à faciliter la tâche des procureurs sont

/...

en cours d'élaboration. Sur les huit stages de formation convenus, sept se sont déjà déroulés et on espère élargir la formation aux procureurs auxiliaires. Il est prévu d'élargir et de proroger l'accord qui comprendra la fourniture d'une assistance au conseil du ministère public et au Procureur général pour élaborer des règlements, comme celui qui organise la carrière des magistrats du parquet.

160. On a constaté que le service public de défense pénal, qui n'a pas encore été mis en plan sur tout le territoire guatémaltèque, manque sérieusement de moyens et de ressources humaines. Le projet de renforcement de cette institution, décidé en accord avec la Cour suprême de justice le 4 août 1995, prévoit de la formation des avocats à l'utilisation du Code de procédure pénale et l'établissement d'un plan de développement de l'assistance judiciaire.

161. Il faut aider le Bureau du Procureur chargé des droits de l'homme à enquêter sur les violations des droits de l'homme et veiller à ce qu'il dispose d'un mécanisme autonome pour enquêter sur les plaintes et vérifier si les personnes qui s'enrôlent dans les Comités de volontaires de la défense civile (CVDC) le font de plein gré. À cet égard, il faut signaler la signature imminente d'un accord-cadre entre le Bureau et l'Unité conjointe MINUGUA/PNUD, qui prévoit le renforcement du Département des enquêtes et du Département d'assistance aux peuples autochtones.

162. Le processus de vérification a révélé la faiblesse extrême de la police nationale et la nécessité de réformer en profondeur cette institution. La coopération de la Mission à son renforcement consistera à soutenir l'effort de réforme déployé par le Gouvernement de la République conformément à l'engagement qu'il a pris de poursuivre l'épuration et la professionnalisation des organes de sécurité. Le projet approuvé par le Ministère de l'intérieur et le Directeur de la police nationale, mis en place avec l'appui du Gouvernement vénézuélien et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), contribuera au renforcement de la police dans le domaine des enquêtes et de la coordination avec le ministère public.

163. La vérification a permis d'établir que les problèmes d'accès à la justice et aux moyens de défense, et l'absence d'interprètes nuisent surtout aux populations autochtones. Au titre de l'aide au renforcement des institutions, la MINUGUA va lancer des programmes locaux qui contribueront à résoudre ces problèmes au niveau national.

#### B. Coopération technique et financière

164. L'appui de la communauté internationale a pris la forme d'une coopération financière. Ainsi, le Fonds d'affectation spéciale compte 1,7 million de dollars des États-Unis, grâce aux généreux versements du Danemark (200 000 dollars), des États-Unis d'Amérique (500 000 dollars) et de la Norvège (1 million de dollars).

165. En vertu d'un accord de coopération signé le 26 juin 1995 avec la Norvège, un montant de 1 million de dollars a été offert par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement. Ce montant a permis de poursuivre les activités de renforcement du ministère public (par. 159) et de lancer celles qui concernent le Service de défense pénale. Grâce à cet apport financier, on a pu

/...



créer un fonds pour des consultants nationaux et internationaux, réaliser diverses manifestations sur des questions d'actualité et mener des activités de promotion et d'éducation en matière de droits de l'homme. La moitié des ressources a servi à diffuser auprès du public l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones.

166. Le don du Gouvernement américain, approuvé le 4 août 1995, vise à étayer les activités de renforcement du Service de défense pénale en formant les avocats de l'assistance judiciaire et les officiers de justice, et en élaborant un programme d'extension de ce type de services. Il permettra également d'apporter une assistance technique à la Cour suprême de justice pour un programme de modernisation technologique et d'aider l'École de la magistrature (par. 157 et 160).

167. On négocie actuellement l'apport par les États-Unis de 500 000 dollars supplémentaires afin de financer les activités menées au titre de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des peuples autochtones. Les contributions annoncées par les Pays-Bas (260 000 dollars) et la Suède (1 million de dollars) seront prochainement versées.

168. La coopération avec le PNUD a facilité les négociations avec le Programme danois en faveur des droits de l'homme en Amérique centrale (PRODECA), en vue de fournir un appui au Bureau du Procureur chargé des droits de l'homme pour la défense des droits des populations autochtones. Le PNUD et le PRODECA ont lancé un projet d'assistance technique, qu'ils financent, exécutent et supervisent conjointement. En outre, l'Unité conjointe MINUGUA/PNUD, avec le soutien du Gouvernement vénézuélien, a aidé à recruter deux enquêteurs de police spécialisés et à assurer la coordination entre le ministère public et la police (par. 162).

169. Un accord de principe a été signé avec l'Institut interaméricain des droits de l'homme afin de définir des priorités de travail en ce qui concerne le renforcement des institutions, la promotion et l'éducation en matière de droits de l'homme, les droits des peuples autochtones et l'étude comparée des droits de l'homme et du droit humanitaire.

### C. Éducation en matière de droits de l'homme

170. Au cours de la période considérée, 66 stages de droits de l'homme et près de 250 débats sur les accords et la Mission ont été organisés. Ces activités, qui ont réuni plus de 18 000 participants, ont été réalisées grâce au Programme de renforcement des institutions de la Comisión Nacional para la Atención de Repatriados, Refugiados y Desplazados, financé par l'Union européenne. Le Programme, d'un coût de 45 000 dollars pour quatre mois, a été formalisé le 3 mai dernier par un accord de coopération.

171. Les activités d'éducation et de formation sont destinées tant aux agents de l'État (procureurs, juges, policiers) qu'aux défenseurs des droits de l'homme des organisations non gouvernementales. Les activités de promotion et d'information sont quant à elles destinées à l'ensemble de la population, notamment les représentants des structures associatives.

172. Les activités de formation ont révélé l'existence de graves problèmes : l'analphabétisme, en particulier chez les femmes; la méconnaissance de notions de base concernant l'état de droit, la démocratie, la justice, les droits de l'homme et la négociation; les différences linguistiques et culturelles qui rendent difficile la communication avec la population; le manque de traducteurs et la polarisation politique. Enfin, la population semble placer des espoirs démesurés dans la MINUGUA. Il faudra élaborer des projets de renforcement des entités qui se consacrent à la formation et à l'éducation en matière de droits de l'homme.

#### V. ACCORD RELATIF À L'IDENTITÉ ET AUX DROITS DES POPULATIONS AUTOCHTONES

173. Avec la signature de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones, le mandat et les fonctions de la Mission ont été élargis. Elle s'y trouve en effet invitée à assurer la vérification des éléments qui concernent les droits de l'homme reconnus dans les textes législatifs guatémaltèques, notamment les traités, conventions et autres instruments internationaux en la matière, applicables immédiatement. De surcroît, une coopération internationale y est demandée afin de diffuser le texte de l'Accord et d'aider le Gouvernement à honorer les engagements qu'il a souscrits. À cet égard, la Mission a intensifié ses activités dans le domaine de l'information, de la vérification et du renforcement des institutions.

174. La diffusion la plus large possible du texte de l'Accord, en particulier parmi les communautés autochtones, est une condition sine qua non de son application. C'est pourquoi la Mission a mené et appuyé diverses activités d'information, notamment la diffusion de 5 000 exemplaires de l'Accord.

175. En collaboration avec l'UNESCO et l'Academia de Lenguas Mayas, la Mission a aidé à faire traduire l'Accord en neuf langues mayas, travail auquel ont participé le Ministère de l'éducation et l'Université Rafael Landívar. En outre, la Mission finance des journées d'étude au cours desquelles les traducteurs de diverses communautés linguistiques s'emploient à harmoniser les termes utilisés dans les différentes langues. La Commission de la paix (COPAZ) a participé activement à ces activités.

176. Afin de mieux faire connaître l'Accord, les bureaux régionaux de la Mission ont organisé des journées d'étude et séminaires, qui seront suivis, dans les prochains mois, par une vaste campagne d'information.

177. En consultation avec les parties et les organisations autochtones, la Mission a élaboré un manuel d'instructions qui établit le cadre général et les procédures de vérification de l'Accord. Ce manuel, qui tient compte du caractère particulier des engagements consacrés dans l'Accord, porte essentiellement sur les réformes constitutionnelles, législatives et administratives jugées nécessaires pour éliminer la discrimination de droit comme de fait et faire respecter les droits des populations autochtones. L'Accord dispose que "toutes les questions qui intéressent directement les populations autochtones doivent être traitées par et en association avec elles", et prévoit la création de commissions paritaires composées de représentants du Gouvernement et d'organisations autochtones, qui seraient chargées de préparer

les principales réformes, ainsi que d'autres instances de participation et de consultation.

178. Les engagements contenus dans l'Accord ont pour la plupart trait aux droits de l'homme, mais la Mission ne peut vérifier que le respect des droits qu'elle peut considérer déjà en vigueur parce qu'ils sont déjà consacrés dans l'ordre juridique guatémaltèque et que leur reconnaissance ne nécessite pas de réforme. Aussi, tant qu'un accord établissant une paix ferme et durable n'aura pas été signé, la vérification portera-t-elle essentiellement sur l'égalité de traitement et la non-discrimination à l'égard des peuples autochtones. La Mission considère toutefois que le Gouvernement devrait sans tarder ouvrir des consultations ou prendre des mesures pour garantir le respect de tous les droits visés dans l'Accord.

179. La vérification porte donc sur les droits des populations autochtones qui sont reconnus dans la Constitution guatémaltèque et dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Guatemala est partie, en particulier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : elle doit donc viser essentiellement la discrimination sur le plan culturel, civil et politique. En collaboration avec les organisations, entités et autorités traditionnelles autochtones, la MINUGUA vérifiera le respect d'autres éléments de l'Accord dans des cas particuliers.

180. Pour promouvoir et défendre efficacement les droits des populations autochtones, il faudra veiller à renforcer les institutions publiques et celles des populations intéressées. La Mission a établi ses priorités en fonction de l'Accord : premièrement, création et renforcement des mécanismes et organisations qui défendent les droits des peuples autochtones et garantissent la régularité des procédures et, deuxièmement, renforcement des institutions autochtones et de l'encadrement traditionnel.

181. La Mission s'intéresse aux deux types d'engagement. Pour le court terme, elle a mis l'accent sur les programmes de renforcement des organismes de défense des droits des populations autochtones, sur l'accès à la justice et sur la lutte contre la discrimination. L'Unité conjointe MINUGUA/PNUD a mis au point, pour le compte de la MINUGUA, un projet d'appui au Programme d'action en faveur des populations autochtones du Bureau du Procureur chargé des droits de l'homme.

182. D'autres projets, dans les secteurs de Quetzaltenango et d'Ixil del Quiché, concernent la création de services d'assistance juridique et d'interprétation. Le projet pilote de Quetzaltenango vise à mettre au point un modèle de service de traduction et de programme de formation des magistrats qui sera ensuite effectivement mis en oeuvre.

## VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

183. La Mission conclut qu'au cours de la période considérée, la situation générale des droits de l'homme au Guatemala est restée préoccupante et s'est même dégradée à certains égards, même si certaines mesures et attitudes positives signalées dans le deuxième rapport demeurent.

/...

184. La forte insécurité dans laquelle vit la population civile est en soi une atteinte aux droits de l'homme puisqu'elle empêche les habitants de mener une existence normale sans craindre pour leur vie, leur intégrité ou leur liberté.

185. Quant à l'impunité, elle sape les fondements mêmes de l'état de droit, à savoir le principe de légalité, qui implique que la loi s'applique à tous, et le principe de responsabilité, selon lequel il doit y avoir une autorité responsable pour tout agissement illégal de la part des agents de l'État.

186. La Mission estime que l'espoir suscité par les progrès mentionnés dans le deuxième rapport n'a pas été soutenu par de nouvelles avancées. Au cours de la période considérée, on a même observé un recul des droits de l'homme, encore accentué par la crise de l'appareil judiciaire. On n'en veut pour preuve que les cas avérés d'assassinat avec violences, d'extrême abus de pouvoir, de menaces contre les magistrats et de non-exécution des mandats d'arrêt, ou la dégradation du contexte dans lequel opèrent les militants et organismes défendant les droits de l'homme. La crise de l'appareil judiciaire et les irrégularités de procédure ont atteint un point critique et le plus souvent, dès qu'une plainte en violation des droits de l'homme est déposée, des menaces s'ensuivent, ce qui compromet l'efficacité des institutions chargées de réprimer ces violations.

187. Sur la base des vérifications qu'elle a effectuées, la Mission conclut que les atteintes au droit à la vie restent les plus nombreuses et que la précarité de ce droit résulte d'un manquement de l'État à son devoir de protecteur, car les institutions publiques ne s'acquittent pas de leur obligation impérative de prévenir le crime, d'enquêter et d'en juger et punir les auteurs.

188. La Mission conclut également que le Gouvernement n'a pas garanti de façon satisfaisante les droits à l'intégrité et à la sécurité de la personne et à la liberté individuelle, puisqu'elle a constaté que des cas graves de torture et de détention arbitraire ou illégale n'avaient pas fait l'objet d'enquête. Le fait que de tels actes se reproduisent et que les pouvoirs publics continuent de les tolérer favorise lui aussi l'impunité.

189. La Mission a établi que les militants des droits de l'homme continuent d'être victimes d'abus de pouvoir et d'actes d'intimidation, que leur situation s'est aggravée après l'assassinat du pasteur Manuel Saquic et les menaces qui ont suivi. Cette dégradation est un exemple de l'effet pernicieux du discours qui assimile à la subversion la défense et la promotion des droits de l'homme.

190. La Mission a constaté que les associations de malfaiteurs et ceux qui, liés ou non à l'État, ont recours au crime pour régler des problèmes d'ordre public ou des problèmes privés sont plus puissants que les institutions chargées de les combattre. Ce rapport de force ne pourra s'inverser que lorsque les malfaiteurs et les groupes criminels ne pourront plus compter sur l'impunité ambiante et sur la faiblesse des institutions : il faut pour cela que ces institutions se décident à agir et à s'acquitter de tâches qu'elles ont trop longtemps négligées.

191. Comme il est établi que les bandes de hors-la-loi et les organisations clandestines, auxquelles sont souvent liés des agents de l'État, poursuivent

/...

leurs activités criminelles, la Mission se doit de recommander à nouveau au Gouvernement d'identifier ces groupes, de les démanteler et d'en réprimer les activités, en enquêtant sur les liens qu'ils pourraient avoir avec des fonctionnaires ou des institutions de l'État et, le cas échéant, en demandant des comptes à ceux qui seraient impliqués. La Mission estime également que les enquêtes devraient se concentrer sur certains secteurs particulièrement critiques, sur lesquels elle a déjà appelé l'attention, comme le trafic de drogues, le vol de voitures et la contrebande de bois. En ne suivant pas cette recommandation, le Gouvernement fait le jeu de ces bandes criminelles et discrédite l'État auprès de la population.

192. La Mission a constaté que le mépris de la régularité des procédures, et notamment de l'obligation qu'a l'État d'enquêter et de punir, en est arrivé au point de créer une paralysie quasi totale des institutions, assimilable au déni de justice dans les cas particulièrement graves de violation des droits de l'homme.

193. Ce sont les organismes de l'État chargés d'administrer la justice, en particulier le ministère public, qui s'est montré tout à fait incapable d'agir et de se réformer, qui portent la responsabilité de cette situation. Les enquêtes souffrent non seulement de la paralysie chronique des institutions, mais aussi du manque de détermination des institutions quand il s'agit de suivre et de réprimer les affaires impliquant des militaires, des personnes proches de l'armée ou des agents des forces de sécurité.

194. La Mission constate avec préoccupation que les militaires qui commettent des actes illicites sont particulièrement bien placés pour s'assurer l'impunité, en raison du rôle historique joué par l'armée au Guatemala. Il est également préoccupant que les irrégularités de procédure soient surtout constatées dans les affaires d'intérêt public dans lesquelles sont impliquées des personnes appartenant ou liées à l'armée, du fait que les intérêts militaires l'emportent souvent sur la fonction juridictionnelle de l'État.

195. Selon la Mission, le fait que des membres de l'armée siègent dans des tribunaux connaissant d'affaires qui ne sont pas strictement militaires fait manifestement infraction à l'obligation d'enquêter et de punir qui incombe à l'État. Elle réitère donc ses recommandations relatives à la réforme du système actuel d'administration de la justice en matière militaire.

196. L'activité d'associations illicites, les actes isolés de certains agents de l'État et les dysfonctionnements structurels ne suffisent pas à expliquer la gravité de la situation des droits de l'homme qui tient aussi à certains agissements et ou certaines omissions délibérées de la part de fonctionnaires et dont les autorités portent la responsabilité.

197. La persistance de l'impunité est le fait du Gouvernement, non seulement parce que les principaux bénéficiaires en sont ses propres agents et qu'il y a donc forfaiture, mais aussi parce que c'est à la puissance publique qu'incombe au premier chef l'obligation juridique et politique de garantir le respect des droits de tous les citoyens guatémaltèques.

198. De même, l'absence de coordination entre le ministère public, l'appareil judiciaire et la police nationale ne résulte pas seulement de dysfonctionnements structurels mais s'explique également par des agissements et des omissions délibérées de la part de fonctionnaires, dont les autorités portent la responsabilité.

199. Pour toutes ces raisons, tous les pouvoirs de l'État devraient s'unir pour combattre l'impunité, sous la puissante impulsion du Gouvernement, garant principal des droits de l'homme et de la sécurité.

200. Tout en saluant les efforts de la Direction de la police nationale, la Mission constate qu'ils demeurent insuffisants pour remédier aux carences institutionnelles et techniques qui empêchent la police de jouer le rôle qui lui revient dans la lutte contre l'impunité et dans le maintien de l'ordre public. C'est pourquoi elle réaffirme la nécessité de réformer en profondeur cette institution et les modalités de recrutement et de formation de ses cadres.

201. En tout état de cause, la Mission constate avec satisfaction que les aspects positifs mentionnés dans le rapport précédent n'ont pas disparu. Elle voit dans l'annonce présidentielle concernant la démobilisation des commissaires militaires en vue de la dissolution de ce corps, une initiative très encourageante qui, si elle est menée à terme, contribuera à éliminer une des causes de l'impunité. Elle se propose d'en suivre de près les effets sur le respect des droits de l'homme.

202. On ne pourra toutefois progresser davantage si l'on ne met pas en oeuvre une politique globale et énergique pour vaincre l'impunité. Ce risque de piétinement tient à la faiblesse des institutions, qui sont incapables de faire respecter la loi, et l'absence de volonté politique. Comme il est dit dans le rapport précédent, il ne suffit pas que le Gouvernement s'abstienne d'encourager les violations des droits de l'homme ou l'impunité, il faut encore qu'il adopte et applique les mesures qui s'imposent dans le cadre d'une politique d'ensemble de lutte contre l'impunité.

203. Selon la Mission, il est très improbable que des progrès sensibles puissent encore être réalisés si l'on ne donne pas sérieusement suite aux recommandations de ses deux rapports précédents, ce qui se manifestera non seulement par des mesures formelles, comme les rappels adressés aux institutions intéressées, mais aussi par une action de fond et par le changement réel qu'elle saura entraîner. C'est pourquoi la Mission déplore profondément que le Gouvernement n'ait rien fait pour appliquer ses recommandations, en particulier celles qui concernent la question fondamentale de l'impunité. La seule exception a été la création d'une commission interministérielle de liaison de la COPREDEH, mais on ne sait rien de ses résultats.

204. Étant donné le peu de cas qu'on a fait jusqu'à présent de ses recommandations, la Mission renouvelle toutes celles qu'elle faisait au Gouvernement dans ses rapports précédents, en particulier celle qui a trait à la mise en oeuvre d'une politique d'ensemble contre l'impunité, et réitère les appels qu'elle a adressés à la Cour suprême et à l'autorité de tutelle du ministère public (par. 201 et suiv. du deuxième rapport).

205. La Mission est fermement convaincue que, d'ici à la fin du mandat présidentiel, le Gouvernement, auquel incombe la plupart des responsabilités découlant de l'Accord général, peut prendre pour s'en acquitter d'importantes initiatives que tous les partis politiques devraient avoir à coeur de faire aboutir. Un des meilleurs gages de succès est que le pays est sensible à l'ampleur du problème et à la nécessité d'y remédier; cette prise de conscience, déjà perceptible au moment de la signature de l'Accord général, n'a fait que s'accroître comme en témoignent des déclarations publiques de diverses autorités religieuses ou civiles.

206. D'autre part, les vérifications effectuées au cours de la période permettent de conclure que l'URNG a continué de violer les engagements qu'elle a pris dans l'Accord général, en particulier celui d'épargner toute souffrance à la population civile, de s'abstenir de causer inutilement des dommages aux particuliers et aux biens et de veiller à ne pas mettre ceux-ci inutilement en danger lors de combats ou d'action de propagande, et celui de respecter les droits des blessés en n'entravant pas les secours. On signale également que les troupes de l'URNG ont continué à porter atteinte aux droits de l'homme, en extorquant l'impôt de guerre par la menace et les représailles physiques ou économiques. La Mission déplore que l'URNG n'ait tenu aucun compte de la plupart des recommandations formulées dans les rapports précédents, car l'absence de sanctions équivaut à une impunité dont le commandement de l'URNG porte toute la responsabilité politique.

207. La Mission considère que c'est aux Guatémaltèques eux-mêmes qu'il appartient de mettre fin au climat de mépris des droits de l'homme. Ils peuvent pour cela compter sur la coopération de la MINUGUA, des pays amis et de la communauté internationale, pour peu que le Gouvernement et l'URNG donnent des preuves de leur résolution, sans quoi la coopération ne peut être efficace.

#### Remerciements

208. La Mission adresse une fois de plus ses remerciements aux membres de la communauté internationale et aux ambassadeurs du Groupe des pays amis pour l'appui qu'ils ont apporté au processus de paix guatémaltèque en soutenant son action; elle remercie les parties, qui l'ont aidée à s'acquitter de ses fonctions, et exprime à nouveau sa reconnaissance à la société guatémaltèque pour la confiance qu'elle continue de lui témoigner pour l'exécution du mandat que lui ont confié ceux qui l'ont fait naître.

#### Note

<sup>1</sup> Une affaire est classée lorsqu'on dispose d'éléments suffisants pour déterminer s'il y a eu violation ou non et que, au cours de la vérification, il est établi que la plainte n'est pas fondée sur des faits véridiques ou ne relève pas du mandat de la Mission. Une affaire peut également être classée si, au bout d'un certain temps, on ne dispose toujours pas des renseignements nécessaires pour vérifier les faits. Dans ce cas cependant, le dossier peut être rouvert si de nouveaux éléments d'information sont disponibles.

Appendice

Plaintes reçues, par type de violation<sup>a</sup>

<u>Droit à la vie</u>	
Exécutions extrajudiciaires ou décès imputables à la violation des garanties prévues par la loi	49
Tentatives d'exécution extrajudiciaire	18
Menaces de mort	89
Total	156
<u>Droit à l'intégrité et à la sécurité de la personne</u>	
Cas de torture	6
Traitements cruels, inhumains ou dégradants	3
SéVICES	13
Usage excessif de la force	3
Menaces diverses	62
Total	87
<u>Droit à la liberté</u>	
Détention arbitraire ou illégale	24
Violations du régime légal de détention	6
Enlèvements	3
Prises d'otages	0
Disparitions forcées	3
Cas de recrutement forcé, injuste ou discriminatoire	7
Total	43
<u>Respect de la légalité</u>	
Garanties de procédure	9
<u>Habeas corpus</u>	6
Droit à la justice	45
Total	60
<u>Droits politiques</u>	7
Total	7
<u>Liberté d'expression</u>	3
Total	3
<u>Liberté d'association</u>	12
Total	12
<u>Liberté de mouvement</u>	12
Total	12
<u>Autres violations dans le cadre de l'affrontement armé interne</u>	
Dommages ou préjudices aux civils	31
Atteintes aux biens civils	7
Atteintes aux biens essentiels pour la survie de la population civile	0
Actes de terrorisme	0
Non-respect du statut des personnels sanitaires et des membres du clergé	0
Participation de mineurs de 15 ans à l'affrontement armé interne	2
Total	40
Total général	424

<sup>a</sup> On peut être amené, lors de la vérification, à modifier le classement de certaines plaintes.



